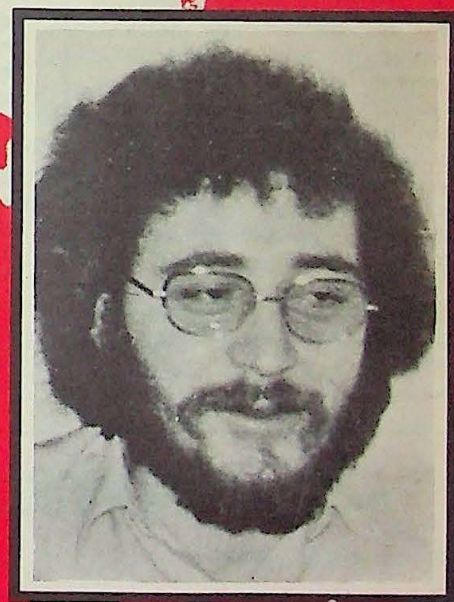


tribune SOCIALISTE

PSU

TRAMONI EN
JUGEMENT :



- exiger la justice
- déjouer la provocation

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Françoise CLAIRE - Madeleine ESTRYN - Christian GUERCHE, Bernard JAUMONT - Yves LARROUY, Daniel LENEGRE - Claude VANCOUR.

Directeur de la publication : Guy DEGORCE.

Rédaction, Administration : 9, rue Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



■ Mardi 9 janvier s'ouvre devant la Cour d'Assises le procès d'Antoine Tramoni, policier de la Régie Renault, qui comparaitra en qualité de prévenu libre, ce qui est un premier scandale. Le deuxième réside dans la date choisie pour évoquer en justice l'assassinat de Pierre Overney : à deux mois des législatives, alors que se profile déjà la déconfiture du régime en place, on ne voit que trop bien ce que le pouvoir peut espérer d'éventuels désordres dans la rue, en écho aux débats du Prêtoire.

Non content d'avoir tué Pierre Overney, il s'apprête ainsi à utiliser sa mort à des fins électorales. Il s'agit de faire échec à cette manœuvre : tous ceux qui, derrière le cercueil du militant abattu, ont démontré la force d'un vaste mouvement populaire, ne doivent pas tomber dans la provocation policière. Ils doivent s'unir à nouveau, massivement, et calmement, pour que l'assassin soit jugé sans indulgence. Le PSU entend bien pour sa part, s'y employer (voir communiqué du BN, p. 11).

■ M. Pompidou, lui, c'est au bonheur des Français qu'il entend s'employer. Sans rire : il nous l'a dit en direct sur les trois chaînes (à propos, quand il y en aura dix, on y aura droit sur les dix ?) de télévision, à l'occasion du nouvel an. On n'a pas voulu nous refaire le coup de la page blanche, pour que vous ne nous accusiez pas d'être des paresseux... alors c'est Christian Guerche qui s'est dévoué pour commenter le vide des propos présidentiels (p. 4).

■ Pompidou offre ses vœux. Espérons que ce sont les derniers. Aucun effort ne doit en tout cas être négligé pour qu'il en soit effectivement ainsi. Dans une ambiance de Bas-Empire ne comptant plus que sur la provocation policière et organisant la panique financière, l'UDR et ses alliés se sentent assiégés. Renforçons la pression ! Tel est le but du meeting organisé par le PSU le 10 janvier à la Mutualité (p. 16). Pourquoi renverser le pouvoir capitaliste, comment le faire et que mettre à la place, telles sont les questions qui seront abordées à cette occasion, sur la base des propositions contenues

dans notre Manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ». Soyons nombreux à ce meeting afin que tout soit fait pour la victoire des forces populaires, pour rendre possible le socialisme et la liberté.

■ Chaque semaine qui passe jette une lumière supplémentaire sur la médiocrité du pouvoir en place. François Soulage en tire les conséquences : utiliser les prochaines élections pour porter un coup décisif à la réaction et pour populariser le socialisme autogestionnaire (p. 4).

Le PSU n'est pas la seule force politique à se battre sur ce thème. D'autres agissent dans le même sens, chacun avec ses qualités spécifiques. Ainsi, Edmond Maire qui écrit dans le dernier numéro de « Syndicalisme-Hebdo » : « Il faut renforcer au plan politique les forces qui se réclament du courant socialiste autogestionnaire (...). Dans l'éventualité d'un succès des forces de gauche et de la constitution d'un gouvernement de gauche, l'action collective sera plus que jamais nécessaire pour faire échec aux contre-attaques des forces capitalistes — la spéculation contre le franc est déjà commencée — pour orienter le mouvement social vers l'élargissement des libertés et la conquête des réformes significatives d'une transition au socialisme et à l'autogestion. »

■ Si l'objectif de transition au socialisme et à l'autogestion est bien celui de nombreux travailleurs, il faut en préciser le contenu. C'est pourquoi une rencontre nationale sur l'autogestion, organisée par cinq revues dont « Critique socialiste », revue théorique du PSU, aura lieu les 20 et 21 janvier, 44, rue de Rennes, Paris 6^e. Une conférence de presse destinée à présenter cette initiative aura lieu le 8 janvier au siège de « Politique aujourd'hui ». Gérard Féran explique (p. 7) comment s'inscrit ce débat dans la conjoncture électorale présente.

■ De nombreux camarades nous ont écrit pour dire — à juste titre — que « TS » n'avait pas assez donné d'informations sur le Congrès de Toulouse du PSU. Pour remédier en partie à cette carence, nous publions deux textes qui ont été au centre des débats. Ils portent tous les deux sur la question de la nature de l'Etat dans une société de transition au socialisme.

Nos lecteurs ont également été inspirés par les articles et « tribunes libres » — en particulier celle de Michèle Legendre — que « TS » a publiés récemment sur les femmes. Dans l'impossibilité de rendre compte de

toutes ces lettres, nous en avons choisi deux, représentatives des autres. Mais le débat n'est pas clos !

■ Les négociations ont repris à Choisy-le-Roi entre experts américains et vietnamiens. Ainsi, Nixon, malgré la reprise brutale de sa politique de terreur, au mépris de tous ses engagements, n'a pas entamé d'un pouce la détermination et le courage du peuple vietnamien.

Eux, les Vietnamiens, ont souffert un peu plus, s'il est encore possible ; lui, l'Américain, n'a réussi qu'à attirer sur lui un peu plus de dégoût, un peu plus de mépris.

Le poids de ce dégoût et de ce mépris, qui s'exprimaient jusque dans les colonnes des journaux américains, ainsi que les prises de position très fermes de gouvernements tels que celui de Suède ou celui de Chine n'ont sans doute pas été sans peser sur la décision de Washington de stopper une nouvelle fois les raids sur Hanoï et de reprendre la négociation.

Ce soutien international doit se poursuivre, très fermement : d'abord parce qu'il doit peser aussi sur le déroulement des négociations. Ensuite, parce que, comme nous n'avons cessé de le répéter, la guerre continue en Indochine et que Nixon-le-tricheur peut encore effectuer bien des volte-face avant que la paix ne soit signée.

■ Sans que cela puisse être comparé à la tragédie vietnamienne, ce qui se passe en Tchécoslovaquie est une autre forme de tragédie. Un territoire occupé, un peuple étouffé, des militants emprisonnés : le socialisme à visage humain est bien loin. Aussi modeste que cela soit, nous essayons aujourd'hui d'aider ceux qui ont voulu le construire en leur donnant la parole.

Jiri Pelikan, directeur de la télévision de Prague en 68, explique la situation actuelle et avance des éléments qui permettraient de la faire évoluer (p. 10).

■ Dans l'esprit de son dossier sur l'Afrique qu'il publie depuis plusieurs numéros, « TS » évoque aussi, cette semaine, les événements ayant cours au Tchad (p. 8-9).

Dans notre prochain numéro, enfin, au moment où Pompidou y sera en visite officielle, Gérard Borel écrira ce qu'il a vu et entendu à Djibouti et dans tout le territoire des Afars et des Issars d'où il revient.

Ce qu'il nous en a dit est moins rose que ne le seront sans doute les discours officiels...

Jacques Gallus ■

PSU

information n° 2

Le bulletin de liaison avec les sympathisants du PSU est paru. Nous n'avons pu satisfaire toutes les demandes pour le premier numéro, pour des raisons financières. Aussi proposons-nous ce numéro 2 à son prix coûtant, soit 0,20 F l'exemplaire.

Au sommaire : Le Congrès, les Elections, la Libération de la Femme. Les sections peuvent adresser les commandes à « PSU-Information », 9, rue Borromée, 75015 Paris - CCP 14 020 44 Paris.

Précision

Vous avez pu lire dans le n° 557 de TS un dossier central de quatre pages sur la région Midi-Pyrénées. Ce dossier avait été composé par les militants de cette région, qui font paraître un journal régional mensuel, ACTION-PSU, réalisé en collaboration avec toutes les fédérations de la région. Si vous êtes du coin, ce ne serait peut-être pas une mauvaise chose de vous abonner, en envoyant 10 F — c'est donné — à J.-P. BONNET, 57, rue Boyssonne, 31400 Toulouse. CCP 657-81.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e

Au delà du dégoût

ON disait déjà My-Lai comme on disait Oradour-sur-Glane, on dira Hanoï ou Haïphong comme on disait Guernica, Coventry ou Dresde, on dira Nixon comme on disait Franco ou Hitler. Seulement les crimes commis naguère au nom du nazisme, ils ont été faits au Vietnam au nom de leur « démocratie » et aucun des « démocrates » n'a levé le petit doigt.

Ils sont deux cent millions aux États-Unis, et quelques dizaines de millions encore en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, pour qui la lutte des classes ne veut rien dire : pour qui l'impérialisme est un mot vide de sens. La seule chose qui existe, c'est la civilisation, qu'il faut défendre contre la barbarie, la liberté contre l'oppression; le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes contre la domination étrangère, la démocratie contre la dictature.

Qu'on ne leur parle pas de néo-colonialisme, d'exploitation de l'homme par l'homme : ce n'est que verbalisme sans rapport avec la réalité, mais qu'on leur cite un seul cas où la civilisation serait menacée, et on verra comme ils savent défendre les « valeurs occidentales ».

Des choses claires

On a vu, et cette fois, les choses étaient parfaitement simples, claires. A Saïgon, un général, « élu » sans adversaire après une caricature d'élections, qui vient de mettre en prison des dizaines de milliers de personnes simplement parce que ce sont des opposants politiques, qui gouverne sans même le moindre simulacre de contrôle et qui vient de supprimer les partis d'opposition : en résumé, le type même de ce que nos « démocrates » combattent.

Pour le maintenir au pouvoir, Nixon refuse de laisser les Vietnamiens décider eux-mêmes de leur sort, rejette l'accord conclu à la fin d'octobre et prétend maintenant couper le pays en deux. Mieux pour imposer ses vues, Nixon lance ses raids d'extermination contre le Nord, non pas contre

ceux qui se battent, mais contre l'arrière, et selon les techniques de bombardements « en tapis », c'est-à-dire celles où l'on refuse délibérément, dès le départ, de choisir une cible; où l'on cherche à anéantir systématiquement tout ce qui se trouve dans la zone visée.

Pas la plus petite ambiguïté, pas même l'apparence d'une justification : il s'agit de maintenir au pouvoir une dictature militaire, en utilisant les moyens les plus sauvages, ceux qui soulevaient tant d'horreur et de répulsion quand ils étaient le fait des nazis, l'extermination systématique des populations civiles, la destruction des hôpitaux, des crèches, des écoles, sans aucun objectif militaire, avec le but avoué d'amener la population terrorisée à faire pression sur son gouvernement pour qu'il cède, et à défaut, pour faire disparaître ce peuple qui refuse la dictature.

La trêve des confiseurs

Ce sont bien la liberté, le respect de l'individu, la civilisation qui étaient en cause, c'est bien cela qu'il s'agissait de défendre et face à une attaque aussi nette, nos « démocrates », même les moins farouches ne pouvaient pas manquer de se dresser, d'hurler leur horreur, leur refus, d'exiger qu'on mette fin à cette barbarie.

Ils se sont tus, ils n'ont pas bougé. Ils ne bougeront jamais quoi qu'il arrive : à la manifestation organisée aux États-Unis pour protester contre ces bombardements, il y avait 250 personnes; et ce grand humaniste de Pompidou a été tellement frappé par la monstruosité du crime qu'il en est resté muet d'étonnement. Une fois l'orage passé, il peut expliquer tranquillement que c'est par souci d'efficacité qu'il a choisi de se taire. Il est vrai qu'on ne peut pas tout faire, il faut savoir choisir entre l'inauguration de l'autoroute Paris-Bruxelles et la lutte contre la barbarie.

Au fond, on s'est trompés sur le sens de leur civilisation et de leur démocratie : elle joue le même rôle que les slogans pu-

blicitaires, elle sert seulement à donner bonne conscience. N'importe quel crime est justifié s'il est commis au nom de la liberté, n'importe quel massacre est pardonné si c'est au nom de la justice; la civilisation c'est une question de convenances, et n'importe quelle extermination est possible pourvu qu'elle soit suspendue le jour de Noël : ce qui est sacré, au total, ce n'est pas « la personne humaine », c'est la trêve des confiseurs.

Le plus beau c'est encore que Nixon ait été fâché que le premier ministre suédois l'ait comparé à Hitler, et que les Américains aient pu protester, s'indigner que les Nord-Vietnamiens ne respectent pas les conventions de Genève parce qu'ils n'avaient pas mis les prisonniers américains à l'abri des raids de B 52 : voilà quelques bons arguments que nos humanistes pourront reprendre pour justifier leur position. L'essentiel est tout de même de respecter les formes et Nixon a bien raison de ne pas vouloir être assimilé à Hitler; il y a une très profonde différence entre eux : Hitler, lui, n'avait pas été élu par 63 % des Allemands.

Une nouvelle victoire

Aujourd'hui, les bombardements sont suspendus au Nord du 20^e parallèle, ce qui signifie que le reste du Vietnam reste soumis à des destructions constantes. Il n'en reste pas moins que les Vietnamiens ont remporté une nouvelle grande victoire en refusant de céder devant le déchaînement de la sauvagerie américaine.

Cette victoire, ils l'ont remportée seuls; il leur en faudra bien d'autres avant que Nixon s'avoue vaincu, d'autant qu'aujourd'hui la preuve est faite : sauf en Suède où c'est le gouvernement qui organise la mobilisation populaire contre les bombardements, sauf en Australie où les dockers avaient décidé de boycotter les navires américains, partout ailleurs, la civilisation, la « démocratie », ce n'est que les « relations publiques » de la pire barbarie.

Bernard JAUMONT

Objectif 6000

L'enquête lancée dans le dernier « TS » nous confirme que, dans l'ensemble, vous êtes plutôt satisfaits de la nouvelle formule du journal. Elle nous permet aussi, à travers les critiques et les satisfécit distribués, de mieux distinguer dans quel sens il est possible de l'améliorer encore.

Nous reviendrons plus tard sur les résultats détaillés de ce sondage.

Plus tard, c'est-à-dire lorsque vous aurez été plus nombreux à répondre : une petite centaine de réponses jusqu'à maintenant ne suffit pas pour tirer des leçons. Pensez-y et dites-vous que votre questionnaire rempli, même avec des blancs, et renvoyé, peut nous être fort utile.

Seulement, et il faut bien se répéter, nous ne pouvons songer à

améliorer vraiment « TS » qu'avec votre participation active.

Cela veut dire que vous devez vous sentir mobilisés en permanence pour ce journal, nous écrire souvent — et même en dehors du cadre d'une enquête —, nous transmettre des tonnes d'informations et, si possible, vite. Chaque militant est en puissance un rédacteur de « TS ». En liaison avec le responsable fédéral qui occupe les fonctions de correspondant, vous devez être en contact continuellement avec nous, réagir tout de suite à l'événement, nous informer tout de suite du déclenchement d'un conflit, de son déroulement, de sa conclusion. Vous transformer en autant de reporters détachés à l'affût de l'événement local ou régional susceptible d'intéresser l'ensemble des lecteurs du journal. C'est la première tâche, elle est indispensable.

La deuxième ne l'est pas moins. Journalistes de « TS », vous en êtes aussi les diffuseurs et les propagandistes. Trop de militants, trop de sections rechignent encore à une vente militante régulière et ascendante. Trop se contentent de ce qu'ils font, sans se soucier beaucoup d'améliorer le score.

Il y a plusieurs façons de pratiquer la vente militante : en groupe, dans la rue, sur les marchés, aux bouches du métro, etc. C'est la plus classique. Elle est nécessaire, parce qu'elle affirme notre présence sur la voie publique.

Mais la diffusion individuelle n'est pas interdite ! Le copain de bureau ou d'atelier, le voisin de palier, le camarade qui milite dans tel ou tel cadre local, municipal, etc., autant d'occasions d'une vente individuelle et personnalisée.

Et puis, il y a les abonnements. C'est capital. Ce journal est actuellement un luxe, nécessaire, que peu que ce ne soit plus un luxe, s'offre le Parti. Il s'en faudrait de que « TS » devienne autonome financièrement, qu'il puisse même faire du bénéfice qui serait aussitôt réinvesti. Il suffirait pour cela que chacun prenne à son compte, enfin, le mot d'ordre d'un abonné nouveau par militant.

En aucun cas, ce mot d'ordre n'est irréaliste. Nous l'avons expérimenté au niveau du comité de rédaction : nous nous sommes aperçus qu'il suffisait de s'y mettre vraiment pour faire, non pas un, mais chacun deux, trois nouveaux abonnés. De la même façon, nous avons mis l'épée dans les reins de chaque membre du BN : « Débrouille-toi comme tu veux, il nous faut un abonné dans la semaine ! » Le contrat a été rempli, et au-delà.

Alors quoi ? Quand allez-vous vous décider ? Pourquoi toujours attendre que le Parti soit au bord de l'asphyxie financière pour nous sentir concernés ? Dans les semaines qui viennent, la campagne électorale va pomper un maximum de pognon et les caisses seront plus vides que jamais. « TS » ne peut pas continuer à jouer les danseuses. Il lui faut trouver les moyens d'une existence matérielle autonome.

En novembre, nous avons fait, vous avez fait, 250 abonnés nouveaux, c'est trop peu. Décembre a été pire : 178 abonnements seulement. Il nous en faut 1.000 par mois jusqu'en juin. 6.000 à la fin de l'année scolaire : ce sera gagné. « TS » aura atteint sa majorité. Vous tenez le pari ?

le plus de candidats possible

Le « Manifeste » sorti de notre congrès de Toulouse, chacun s'accorde à lui trouver de l'intérêt. Les commentateurs politiques sérieux ont souligné l'importance de cet apport d'idées nouvelles capables de modifier considérablement les données de la bataille politique pour un changement radical de la société. Mais cet intérêt réel s'assortit d'une condition : le PSU doit être capable de traduire dans les faits ce projet politique original que constitue l'autogestion. Il faut en prendre les moyens.

On peut en effet se satisfaire de la place accordée par la presse à notre 8^e congrès. On peut mesurer, pour s'en féliciter, la longueur des interventions à la télévision. Mais tout cela n'a guère d'intérêt si nous ne nous montrons pas capables, par notre intervention, de modifier les données actuelles de la vie politique

française, et de la gauche en particulier.

Les activités des militants d'entreprise ont à cet égard une grande portée car elles s'attaquent aux sources du pouvoir de la bourgeoisie. Mais il est clair que le PSU n'est pas présent dans toutes les luttes ; il est clair égale-

ment que les comités de soutien, malgré leurs succès, ne touchent que rarement la majorité d'une population locale.

Et si l'on calculait le rapport entre le nombre des travailleurs touchés par des actions d'entreprise et le nombre total des travailleurs, on obtiendrait sans doute un résultat décevant. Même le Parti communiste a eu en la matière un impact médiocre.

Que dire alors des personnes qui n'ont pas un travail salarié ? Car si les interventions sur le cadre de vie se multiplient, elles restent elles aussi fort ponctuelles.

Ces constatations expliquent l'insistance avec laquelle le PSU veut travailler dans les équipes municipales et dans tous les lieux où un rapport de force peut se concrétiser en faveur du projet socialiste.

une grande chance

Populariser le socialisme autogestionnaire, telle est donc la tâche de l'heure. Le PSU en a les moyens et l'occasion.

Il en a les moyens grâce au document de base que constitue le manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ». Celui-ci rassemble les propositions de notre parti et permet de montrer l'originalité de celui-ci ainsi que son rôle nécessaire dans l'avancée du socialisme. Mais ce manifeste n'est pas pour autant un texte sectaire ; il n'énonce que des propositions destinées à enrichir le courant socialiste auquel d'autres formations politiques et syndicales appartiennent.

Par là-même, il veut renforcer le poids de ce courant dans la vie politique française à la fois par rapport au pouvoir capitaliste et par rapport aux partisans du socialisme centralisé.

Le PSU a également l'occasion, dans les prochaines semaines, de populariser ses propositions concrètes concernant la vie de chacun. Ce sont les élections législatives de mars.

Tout démontre aujourd'hui que la majorité réactionnaire est usée. Une grande chance se présente, non seulement de profiter de ce moment privilégié que constitue des législatives pour proposer notre conception du socialisme, mais aussi, de renverser la majorité actuelle. Ainsi que le PSU l'a toujours affirmé, il se battra aux côtés des forces socialistes pour participer à ce renversement.

Cette bataille demande un effort de tous les militants du parti afin que partout où cela est possible le PSU soit représenté, afin que partout la volonté du socialisme autogestionnaire progresse. Or, à ce jour, le nombre des candidats du parti est encore insuffisant. Nous sommes sûrs que les militants PSU se savent représentants du socialisme de la liberté ; ils doivent en tirer rapidement les conséquences pratiques pour qu'une occasion majeure de le faire progresser ne soit pas perdue.

La meilleure façon de le faire est de préparer le plus grand nombre possible de candidatures, comme cela a été fait dans la région parisienne. Dans cette fédération à peine reconstruite, il y aura 55 candidats pour 61 circonscriptions et 75 candidats pour 87 sièges dans la grande couronne.

Face au pouvoir bourgeois qu'il s'agit d'abattre, soyons donc présents quand, par le biais des élections, l'espoir d'une victoire socialiste apparaît.

François SOULAGE ■

deux ou trois choses qu'il sait

Il fut un temps où, quand le général de Gaulle parlait, tout le monde attendait le détour d'une petite phrase, qui marquait un infléchissement de la ligne, voire une ouverture, en tout cas quelque chose qui méritait un commentaire subtil, de tous ceux qui à des titres divers participent à la vie politique de ce pays. Ce temps-là est révolu.

Avec Georges Pompidou, point de ces mystères. Dans un livre qui vient de paraître et que nous commenterons ultérieurement (1), Gilles Martinet fait, non sans raison, une comparaison entre l'actuel président de la République et Pierre Laval. Non, pour prétendre à une totale identification des deux personnages, compte tenu de ce que fut la fin du second, mais pour montrer à quel point une certaine « politique à ras de terre » fait le bonheur d'une partie du personnel politique français.

Si l'on pouvait avoir des doutes sur cette analyse et la trouver un peu systématique — pour ne pas dire sectaire —, le message de nouvel an de Pompidou vient de la confirmer avec éclat.

Personne ne peut nier, dit à plusieurs reprises le président de la République, que la situation de l'emploi est satisfaisante, la croissance de notre économie plus que florissante, notre monnaie singulièrement solide... Personne encore ne peut nier que la France joue un rôle essentiel en Europe et que sa situation internationale soit à la mesure de ses dimensions et de ses capacités...

Mais ce que le président sait — brouilles au demeurant —, c'est que la hausse des prix constante crée quelque mécontentement, dont le gouvernement Messmer, et encore moins lui-même, ne sont en aucune manière responsables. Il s'agit d'un phénomène international que « même l'Allemagne » connaît.

un triste plaidoyer

On aurait été volontiers tenté, à propos de ces vœux, de renouveler l'opération « page blanche », qui fit, en son temps, rire quelques-uns de nos lecteurs et qui constituait en même temps le seul commentaire possible à la conférence de presse du chef de l'Elysée.

Mais l'aggravation est telle dans l'inexistence des propos du chef de l'Etat, comme de son commis Messmer, que si l'on veut que presse vive, il faut bien nourrir un peu le propos. Il ne s'agit plus de commenter, il s'agit de dire à la place et de faire écho, non à un personnel politique inexistant, mais au travail véritable de ceux dont il n'est que le dérisoire porte-parole.

En vérité, depuis plusieurs mois, on assiste à une dichotomie de plus en plus évidente entre le personnel politique de la majorité et ceux dont il est censé représenter les intérêts. Le premier croit que la seule évocation des événements de 1968 risque de créer les réflexes qui lui assureront d'une manière confortable l'exercice du pouvoir ; les seconds sont, eux, en train de tirer quelques-unes des leçons des événements d'il y a quatre ans.

Alain Peyrefitte, nommé pour la cause, s'exerce à l'anticommunisme le plus sommaire et le plus vulgaire. En écho, Antoine Riboud, un des patrons de combat des plus voyants (voir affaire Evian) mais aussi des plus intelligents (donc des plus redoutables), dit aux assises du CNPF, à Marseille, que le temps est venu de réenvisager les conditions de travail, la hiérarchie, le cadre de vie du travail...

L'abbé Laudrin, triste député UDR du Morbihan, s'indigne des mœurs faciles qui « délèterent l'atmosphère de ce pays ». Les deux Eglises (catholique et protestante) mettent au centre de leurs débats les rapports entre Eglise et politique.

M. Jean Foyer, ministre de la Santé publique, s'indigne d'entendre le professeur Milliez réclamer que l'avortement ne soit plus réservé à des couches privilégiées, capables de payer — voyage, séjour et docteur en Suisse —, tandis que magistrats, médecins, sociologues constatent que la loi est devenue inapplicable. Pire, criminelle puisque son existence oblige chaque année des centaines de milliers de

femmes à des avortements clandestins qui mettent en péril leur santé, leur équilibre et parfois leur vie.

Tous ces faits, personne ne peut les nier. Tout le monde les connaît.

Pompidou, lui, feint de les oublier.

Mais il y a ce qu'il sait.

Ce qu'il sait, il nous l'a dit, c'est la hausse persistante et incontrôlée des prix. Phénomène international ? Certes. Mais phénomène auquel le gouvernement français refuse de s'attaquer.

Michel Rocard a dit ici, à l'Assemblée, et dans toutes les tribunes dont il dispose en notre nom, que la politique budgétaire de Giscard d'Estaing, s'interdisait en fait les moyens que même dans un système capitaliste le gouvernement possède pour infléchir, contenir, modifier le cours des prix.

Ce que Pompidou sait et refuse de dire, c'est son acceptation de l'« hégémonie » des Etats-Unis en matière monétaire et commerciale. Ce qu'il sait et ne dit pas, c'est que les firmes multinationales imposent la dure loi du profit, avec toutes les conséquences politiques que cela implique. Ce que Pompidou sait et refuse de dire, c'est que le génocide qui vient de se dérouler à Hanoï s'est produit sans qu'à quelque moment que ce soit il ait élevé la voix et donné ainsi à la France « cette dimension internationale » dont il ose parler.

En vérité, le professeur du Cantal, devenu un temps fondé de pouvoir des Rotschild, croit pouvoir employer le langage du premier pour faire passer l'intérêt des seconds.

Moyennant quoi il a tout simplement perdu le sens du crédible, de ce qui est niable et de ce que chacun sait.

A l'image de sa majorité qui, circonscription par circonscription, essaye tristement de se rappeler à la mémoire d'électeurs qui n'ont plus envie de rire, encore moins de pleurer.

Tout simplement de nettoyer.

Christian GUERCHE ■

(1) Le Système Pompidou - Gilles Martinet.

un colloque sur l'autogestion

Les 20 et 21 janvier aura lieu à Paris une Rencontre nationale sur l'Autogestion organisée par cinq revues : « Autogestion et Socialisme », « Economie et Humanisme », « Politique aujourd'hui », « Critique Socialiste » et « Objectif Socialiste ». Les responsables de ces revues ont proposé à l'ensemble des forces socialistes politiques et syndicales de participer à ce débat.

Une telle initiative s'inscrit dans un contexte politique important. Ce peut donc être une chance. A condition de savoir la saisir.

L'HYPOTHESE d'une victoire de la gauche aux prochaines élections législatives n'apparaît pas encore probable. Au moins peut-on la juger possible. Et cela suffit à provoquer une accélération des événements à droite comme à gauche. Car, tant qu'il s'agissait de se placer au mieux pour des perspectives électorales futures, type 1976, la tactique était reine.

Nous avons, pendant des mois, assisté au petit jeu des divisions au sein de la bourgeoisie pour savoir qui, de Giscard, d'Edgar Faure, voire de Pompidou, allait le mieux utiliser 1973 comme un tremplin vers l'Elysée. Les commentateurs politiques « sérieux » nous ont, par ailleurs, expliqué en long en large et en travers « le jeu » de Mitterrand : fort de l'apport des communistes, acquis non sans lourds compromis en 73, le premier secrétaire du PS pourrait, en toute tranquillité, chercher, en 76, à rallier l'électorat centriste. Et voilà : Faites vos jeux et que le meilleur gagne ! Et si vous trouviez qu'il n'y avait pas grande différence entre ce genre de vie politique et les jeux du casino, c'est sans doute que vous étiez l'un de ces apolitiques ou de ces irresponsables que l'on rencontre un peu trop souvent dans notre douce France depuis 1968 ! Seulement voilà. On en est, paraît-il, à un point, c'est du moins ce que nous affirment les « sondeurs », où c'est bien en 1973 que les choses pourraient se gâter. Et, du coup, il commence à devenir extrêmement urgent de se demander enfin non plus si la gauche peut ou non arriver au pouvoir, mais bien ce qu'elle y ferait. Question absurde, dira-t-on, puisque le Programme commun énumère précisément l'ensemble des mesures économiques, politiques et sociales que radicaux de gauche, socialistes et communistes prendraient de concert s'ils devaient former un gouvernement.

Est-ce bien sûr ? Tout le monde sait que si la gauche l'emporte il y aura au moins déjà une crise de régime.

Que dans la meilleure hypothèse l'accession réelle d'un gouvernement de gauche aux postes de commandes, notamment économiques, prendra au moins le temps nécessaire au départ de Pompidou ; soit au minimum le temps d'un gouvernement de droite minoritaire, de la dissolution de l'assemblée qui l'aura mis en minorité, et de la préparation de nouvelles élections au cours desquelles, le pari n'est pas risqué, « le poing » sera sans doute plus utilisé que « la rose ». Autrement dit il n'y aura pas d'alternance « normale » dans le cadre du système politique actuel. Ce sont là des évidences que chacun connaît, à commencer par les auteurs du Programme

commun. Autant donc les rappeler tout de suite pour mieux se préparer à une situation où en tout état de cause tout dépendra en définitive du rapport de force des travailleurs et de leur capacité à s'unir et à se mobiliser.

deux attitudes

La seule question sérieuse que la gauche dans son ensemble doit alors se poser est donc celle-ci : quels sont les objectifs et les moyens d'action susceptibles de favoriser cette mobilisation. Quand les enjeux sont importants les risques sont lourds. Ce sera le cas dans le cadre d'une crise de régime. Deux choses comptent alors : l'énoncé d'objectifs qui expriment la volonté que quelque chose soit réellement changé d'une part.

Des propositions d'actions concrètes pour réaliser une véritable unité populaire d'autre part.

Nous avons déjà longuement expliqué dans ce journal pourquoi nous pensions que le Programme commun ne répondait pas réellement à ces deux exigences. Mais la critique n'a de sens que si elle s'assortit d'autres propositions. C'est ce que nous avons commencé à faire avec le Manifeste du PSU qui s'articule précisément autour de ces deux grands axes : d'un côté un projet socialiste axé sur l'autogestion, l'organisation du pouvoir, la nature de la croissance. De l'autre des mots d'ordre précis de lutte dans la ville, la campagne, l'entreprise, l'école et dont l'axe commun est le contrôle populaire, résumé dans la proposition centrale qui sert de titre au Manifeste : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ».

Avec ces deux textes, Programme commun et Manifeste du PSU, ce sont donc deux stratégies, deux projets différents, qui s'affirment. L'un et l'autre expriment le combat de forces sociales et politiques qui ont une conception différente de la transition au socialisme. Et le constat de leur désaccord constitue une première évidence. Il en est une seconde pourtant tout aussi importante : que l'ensemble de ces mêmes forces doivent se battre ensemble si elles veulent sérieusement abattre le régime et au-delà, la bourgeoisie et son pouvoir.

Alors devant cette nécessité deux attitudes sont possibles. La première

ont toute chance de se transformer en impasses.

Nous croyons par contre que des initiatives comme la rencontre nationale sur l'autogestion, organisée par cinq revues dont Critique Socialiste, et proposée à toutes les forces socialistes, syndicales et politiques, constituent une tentative différente et infiniment plus féconde pour faire de la bataille électorale une véritable bataille politique.

expliquer ses choix

Sans doute ce genre de propositions gênera-t-il ceux pour lesquels la période actuelle est exclusivement destinée à bien « se placer » pour les législatives. Sans doute obligeront-elle tous ceux qui ont affirmé se reconnaître dans l'objectif du socialisme autogestionnaire à décider enfin s'ils veulent donner corps à ce projet en construisant la force politique qui lui donnera une crédibilité...

Mais au moins ainsi chaque organisation devra-t-elle expliquer clairement ses choix politiques. Et si d'aventure ceux qui ne cessent de parler d'union populaire refusaient de débattre avec d'autres forces d'un des points les plus importants du socialisme, on serait en droit de se demander quelle étrange stratégie unitaire invoque constamment le PC. Tout comme nous pourrions nous demander comment il se fait que le parti socialiste, qui ne dédaigne pas à l'occasion parler de « contrôle ouvrier », et de « socialisme autogestionnaire » éprouve tant de crainte à l'idée de confronter avec d'autres les moyens de donner à ces mots un véritable contenu politique.

Gérard FERAN ■

vers
quelle société?

Préface de Michel Rocard

manifeste
du parti
socialiste unifié

contrôler aujourd'hui
pour décider demain

tema action

TEMA-EDITIONS 10F

(En vente à la Librairie « TS ». 10 F. Commandes groupées : 8 F.)

8^e congrès
toulouse

le pouvoir d'État

Un certain nombre de camarades nous ont fait remarquer, à juste titre, que la « couverture » du 8^e Congrès par « TS » était un peu maigre !

Nous en sommes bien d'accord et nous avons expliqué pourquoi le journal étant terminé le mardi, jour où nous rentrions du Congrès, il était difficile de faire beaucoup plus. Nous avons donc choisi plutôt de revenir régulièrement dans « TS » sur un aspect important du Congrès ou du Manifeste qui a été adopté.

Cette semaine, nous publions des textes qui ont servi de support à la réflexion sur le pouvoir d'État. Gérard Féran rappelle rapidement ici le contexte et l'enjeu du débat auquel ce problème a donné lieu.

DES l'ouverture du VIII^e Congrès, il apparaissait que le débat sur le rôle de l'État dans une société de transition au socialisme et sur ses rapports avec les conseils de travailleurs constituerait l'un des points de discussion les plus importants.

Plusieurs camarades avaient en effet signé un texte dans lequel ils expliquaient que le Manifeste devait clairement établir une conception du pouvoir centré sur la dictature du prolétariat et la République des conseils. Ces camarades, André Barjonet, Pascal Dorival, François Peronnet, Yvan Craipeau, Philippe Simon et Michel Moussel, tous membres du Secrétariat d'élaboration du Manifeste, avaient donc déposé des amendements en ce sens.

Par la suite, le débat en commissions devait faire apparaître que si l'importance du débat était réelle, sa clarté l'était moins. Habités aux discussions idéologiques mais moins prêts à examiner concrètement les conditions d'exercice du pouvoir socialiste, nous nous trouvions conduits enfin à examiner d'un peu plus près les raisons pour lesquelles la théorie léniniste de l'État, du Parti et des Conseils de travailleurs ne s'était pas trouvée appliquée dans les pays socialistes. Dès lors, une réflexion extrêmement intéressante mais encore trop limitée à quelques spécialistes était entamée, en particulier sur l'URSS et la Yougoslavie.

Un certain nombre de points d'accord extrêmement importants et mar-

quant une avancée sur les textes du Congrès de Lille apparaissaient dans les textes présentés : la nature de classe de l'État socialiste, la nécessité d'engager son dépérissement dès la prise du pouvoir, l'autonomie respective des organisations politiques, des syndicats et des conseils de travailleurs. Enfin, la théorie du Parti unique se trouvait rejetée dans les deux textes en présence.

D'autres points, par contre, faisaient l'objet de désaccords. Je me contenterai de les citer, le Congrès ayant décidé par ailleurs qu'une réflexion plus approfondie sur ces thèmes serait poursuivie, notamment dans un prochain numéro de « Critique socialiste ».

Le centre de la discussion portait sur la théorie de « la pyramide des conseils ». Le texte présenté à la commission des résolutions par Yvan Craipeau voyait dans l'unicité des sources du pouvoir et dans la triple fonction, gestionnaire, législative et exécutive des conseils, la garantie que la dictature du prolétariat ne se transformerait pas en dictature sur le prolétariat.

Les tenants du premier texte présenté par Robert Chapuis indiquaient au contraire qu'une telle conception, si elle donnait théoriquement tout le pouvoir aux conseils, conduisait en fait à les en déposséder au profit d'un État et d'un Parti l'occupant sans réel contrôle.

Ils proposaient donc l'articulation entre des niveaux de pouvoir ayant des fonctions différentes et pouvant se contrôler mutuellement.

Autour de ce débat, rapidement esquisse, plusieurs questions naissaient : la première portait sur le sens politique, et pas seulement sur le terme, de « dictature du prolétariat ». La seconde sur le sens du suffrage universel, refusé totalement par les uns, accepté par les autres sous condition d'une transformation radicale de son fonctionnement.

Sur toutes ces questions, le débat en commissions et les textes présentés apparaissaient davantage comme des points de départ que comme des conclusions définitivement tranchées. C'est pourquoi le Congrès a décidé de continuer la discussion sur ces thèmes.

Outre les deux textes préparés ici, (le premier présenté par Robert Chapuis et majoritaire à la commission des résolutions, et le second présenté par Yvan Craipeau), une réflexion plus détaillée sera proposée prochainement, si possible par une brochure spéciale, et, en tout état de cause, dans le cadre de « Critique Socialiste ». Nous espérons inaugurer ainsi une méthode de travail qui permettra au Parti d'avancer plus avant dans sa recherche.

G.F. ■

L'autogestion, base du pouvoir des travailleurs

(Texte présenté
par Robert Chapuis)

Le passage des luttes de contrôle ouvrier au pouvoir de décision direct sur tous les aspects de la vie sociale que constitue l'autogestion ne peut faire l'économie d'un changement radical des rapports de domination politique. Le développement de l'autogestion ne peut se concevoir qu'après une conquête du pouvoir central qui assurera dans toute la société la domination politique des travailleurs. Le pouvoir des conseils garantit que cette domination sera bien celle de la majorité (les travailleurs) sur la minorité (l'ancienne classe dominante) ; l'autogestion permet en effet d'éviter une confiscation du pouvoir par une nouvelle « caste politique » ; elle constitue une des conditions du dépérissement de l'État.

Mais on peut prévoir que ce dépérissement sera un processus de longue durée. Dans ses premières années d'existence, l'État des travailleurs devra être puissant, aussi bien pour résister à la réaction de

la bourgeoisie dépossédée et de ses alliés extérieurs que pour exercer un contrôle rigoureux sur l'affectation des ressources.

NATURE DE L'ÉTAT PENDANT LA TRANSITION AU SOCIALISME

L'État de la période de transition est un État de classe. Il exprime tout à la fois la domination du prolétariat victorieux et les contradictions sociales que produit le développement de la lutte des classes. Mais, en définitive, la nature sociale de cet État dépend de l'évolution du rapport de forces et non d'abord de ses superstructures juridiques. La période de transition qui s'ouvrira après la prise du pouvoir doit se caractériser à la fois par la transformation des rapports sociaux hérités du capitalisme et par la destruction des appareils d'État mis en place par la bourgeoisie.

L'autogestion permet de répondre à cette double exigence sous le contrôle effectif des travailleurs, elle sera le fondement unique de leur pouvoir, mais elle s'exprimera à des niveaux différents et sous des formes différentes. Ce qui est engagé à un niveau global recouvre des aspects complexes et souvent contradictoires de la vie sociale, comme de la production, alors qu'à un niveau plus limité, les choix sont plus simples, encore que souvent plus difficiles.

Il n'y a pas de progression linéaire du simple au complexe, dans une société où se développe la lutte des classes. Des processus de décision distincts doivent être définis. C'est poser le problème du rapport dialectique entre les conseils des travailleurs et l'État central.

LES CONSEILS ET L'ÉTAT CENTRAL : LES DIVERSES SOLUTIONS

Dans une société de transition vers le socialisme, il se produit une contradiction entre l'insuffisance de développement des forces productives et la socialisation des moyens de production. Historiquement, la bureaucratie et le stalinisme se sont développés à partir d'une telle contradiction. Le refus du stalinisme peut aboutir à deux positions différentes :

L'une place dans les conseils ouvriers la totalité du prolétariat :

l'État central se déduit alors par une succession de délégations de pouvoir de la part des conseils.

Pour l'autre, le pouvoir des travailleurs ne peut être assuré par une addition ou une superposition de micro-pouvoirs. En effet :

1. Celle-ci risque de reproduire au niveau des choix politiques globaux des oppositions d'intérêts, le localisme, la hiérarchie sociale, le jeu des compétences, etc.

2. Les exigences de la centralisation nécessaire, notamment en matière de défense politique, économique et idéologique de la transition au socialisme conduit inévitablement à un déséquilibre en faveur du pouvoir central.

Faute d'avoir défini les formes et les instances du contrôle nécessaires, toutes les conditions sont alors remplies pour qu'un parti — ou une forme d'organisation équivalente — utilise à son profit le déséquilibre ainsi créé.

3. Si des formes parlementaires d'organisation du pouvoir conduisent à une impasse, l'expérience a montré que la pyramide des conseils comportait elle aussi des risques de manipulation et de bureaucratie sans d'ailleurs pouvoir éviter, surtout dans un pays économiquement développé, l'intervention des intérêts de la bourgeoisie au sein même des conseils.

La réponse à ces difficultés nécessite un large débat dans le mouvement ouvrier sur la nature et l'autonomie de l'instance politique. La

question du pouvoir prend une extrême acuité dans une société que le développement économique a rendue plus complexe en même temps que plus opprimante. Une réflexion théorique est nécessaire. Les expériences chinoises et yougoslaves doivent être notamment analysées et critiquées avec soin. Dès maintenant, une perspective politique peut néanmoins être ouverte : elle consiste à soumettre les organes centraux de l'État à un double contrôle :
— Celui, permanent, de l'organisation des conseils de travailleurs ;
— Celui d'élections ou de toute autre forme d'expression collective contradictoires, organisées selon des critères différents de ceux dont se sert la bourgeoisie et portant sur des choix politiques centraux (s'exprimant notamment dans la planification).

L'expression de ces choix exige que les travailleurs puissent s'organiser politiquement pour les élaborer, les proposer et les défendre.

Ceci fonde par conséquent la nécessité du pluralisme des organisations politiques.

Pour sa part, le mouvement syndical ne doit pas être engagé dans le fonctionnement des conseils, ni dans celui du pouvoir central. Chargé de défendre les intérêts des travailleurs, il doit conserver son entière autonomie et ses possibilités de contester les décisions prises à tous les niveaux.

L'Etat dans la société de transition au socialisme

(Texte présenté par Yvon Craipeau)

La période de transition au socialisme commence au moment où, après avoir conquis le pouvoir et brisé l'Etat de classe de la bourgeoisie, les travailleurs posent les fondations de leur propre Etat. C'est alors que prend fin la période de double pouvoir pendant laquelle s'étaient affrontés le pouvoir décadent de la bourgeoisie et le pouvoir en gestation de la

classe montante. Cette période de transition sera de longue durée. Elle ne met pas fin à la lutte des classes. Même chassée du pouvoir, la bourgeoisie détient encore d'importants moyens de pression et de revanche. La nouvelle société porte encore les stigmates de l'ancienne. Elle est appelée à résoudre à la fois les contradictions héritées du passé et les nouvelles

contradictions qu'engendrera au sein même des masses laborieuses l'édification du socialisme.

La nature sociale du nouvel Etat est déterminée par la participation active à l'œuvre commune de toutes les couches populaires sous l'hégémonie de la classe ouvrière. Prenant en main leurs propres affaires, les travailleurs mettent fin à la séparation entre la société et l'Etat, c'est-à-dire entre leurs activités quotidiennes et les institutions. L'autogestion n'est pas autre chose que l'expression de cet exercice du pouvoir. Pour cela, les travailleurs ne peuvent pas exercer leur pouvoir en s'emparant des anciennes structures d'Etat ou en les reproduisant. Ils font surgir spontanément, sous des formes variées, leurs propres organes de pouvoir : les conseils.

Ces conseils élus à tous les niveaux et englobant tous les domaines de la vie sociale, réalisent ainsi l'unité des fonctions économiques et politiques. Parce que confinés au rôle économique, les conseils ouvriers de Yougoslavie sont passés sous la domination de la technocratie, et la société yougoslave livrée à la concurrence

des unités économiques, sans planification centrale, est dominée par les lois de l'économie marchande. Ces conseils assurent à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif ; après avoir délibéré, ils exécutent eux-mêmes leurs décisions. Ils, en sont responsables devant leurs mandants. Ainsi disparaissent les appareils administratifs et répressifs extérieurs à la vie sociale.

Cette forme supérieure de la démocratie pour les travailleurs et les masses populaires, c'est précisément la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Elle n'a rien de commun avec des régimes comme celui de l'Union soviétique où le terme de dictature du prolétariat recouvre la réalité d'une dictature de la bureaucratie sur le prolétariat.

Le pouvoir central chargé de coordonner les activités des conseils à tous les niveaux — notamment en matière de planification — ne peut pas émaner d'une autre source que les conseils eux-mêmes. Il peut avoir recours à des consultations électorales ouvertes à toutes les couches de la population, mais il n'en tire pas sa légitimité. Il tire

sa légitimité de la confiance des travailleurs qui restent maîtres de l'avenir de la révolution.

La démocratie des conseils non seulement n'exige pas l'existence de la domination d'un Parti unique, mais en raison des contradictions entre les différentes couches de travailleurs, elle implique l'existence d'organisations politiques multiples ainsi que des syndicats indépendants à la fois de ces partis et de l'Etat ouvrier lui-même.

Les travailleurs doivent à la fois défendre leur Etat contre tout danger intérieur ou extérieur et en même temps se défendre contre leur propre Etat. C'est pourquoi, tout en s'identifiant avec leur Etat, ils exercent sur lui leur contrôle permanent.



sur le front des luttes

" homicide involontaire "
Semaine de deuil et d'action
 mohamed diab,
 assassiné le 29 novembre
 dans le commissariat de
 versailles.
 Nous appelons à la marche
 anti-raciste le samedi 16 Déc.



Après l'inculpation pour « homicide involontaire » du brigadier Marquet, meurtrier, dans le commissariat de Versailles, de Mohamed Diab, (« TS » 559), le « Comité pour la vérité sur la mort de M. Diab » continue son travail d'enquête et d'information.

tionnellement, et unilatéralement, les thèses de la police. Dans l'après-midi du même jour (19 décembre) un tract a été largement distribué aux Versaillais, qui pose un certain nombre de questions gênantes comme celles de l'usage, dans un commissariat, d'un pistolet-mitrailleur, ou ce que peut bien signifier « la légitime défense » de trois policiers armés face à un ouvrier algérien qui ne l'était pas... Enfin une pétition circule actuellement, qui doit être envoyée au Gard des Sceaux pour lui demander d'accélérer la procédure juridique. Le Comité nous demande également de préciser que les militants qu'il regroupe ne sont pas là en tant qu'individus. ■

affaire Mercier : le vrai débat

L'affaire Mercier n'est pas terminée. D'abord d'un point de vue judiciaire car le jugement n'est pas encore intervenu, ensuite d'un point de vue politique car la mobilisation lycéenne autour de la répression pédagogique et sexuelle va grandissante.

DANS ces conditions, il s'agit en premier lieu de soutenir Nicole Mercier jusqu'à la reconnaissance par la justice qu'il n'y a pas eu dans son initiative « outrage aux bonnes mœurs ». Nos camarades de la région de Belfort en particulier auront donc à se montrer vigilants en janvier.

Mais c'est sur le fond de l'affaire que l'éclairage doit finalement être porté. Trois points sont ainsi à noter : premièrement, la plainte contre N. Mercier constitue une véritable inquisition de la police et de la justice dans le travail quotidien d'un professeur, alors même qu'aucune instance disciplinaire professionnelle n'a été saisie. Deuxièmement, le problème du contenu de l'enseignement par rapport aux tabous des programmes se trouve à nouveau posé. Troisièmement, la justice, si promptement à réagir en cette occasion, voit

son rôle de gardien de l'ordre moral singulièrement renforcé.

C'est donc sur ces points de fond que le débat doit porter, la réaction de défense corporatiste à l'égard du professeur Mercier étant nécessaire mais insuffisante.

Correspondance ■

Vietnam : la solidarité

La solidarité matérielle avec le peuple vietnamien est aussi un acte politique.

A ce titre, il est bon de rappeler que l'Association Médicale franco-vietnamienne continue, plus que jamais, à organiser l'aide médicale aux peuples de l'Indochine, en liaison étroite avec le GRP, la RDV, le GRUNC et le Neo-Lao Haksat.

Elle collecte :
 1. Du matériel chirurgical et des médicaments (quinine, antipaludéens, antibiotiques, anesthésiques, médicaments cardio-vasculaires, etc.). En son siège : 13, rue Payenne, 75003 Paris.
 2. Des fonds pour l'achat des trousseaux chirurgicaux, des appareils de radio portatifs et films, de canots sanitaires, etc., à adresser à : AMFV, CCP 4070 Paris.

✱

Autre solidarité : celle d'un groupe de quelque 200 fonctionnaires du Marché commun, qui ont remis à la Délégation de la RDV, à Paris, une somme de près de 2 millions d'AF, fruit d'une collecte organisée parmi le personnel de la commission et du Conseil des Communautés européennes à Bruxelles. Ces fonctionnaires ont publié un communiqué, dans lequel ils expliquent qu'ils entendent ainsi « manifester leur soutien politique au peuple vietnamien, en un moment où le gouvernement américain, refusant de signer les accords de paix et intensifiant son agression criminelle, suscite l'indignation et la réprobation du monde entier ».

affaire Godon : un témoignage

Un lecteur qui connaît bien le 170 RI pour y avoir effectué une partie de son service militaire, nous écrit : « Ce que vous rapportez sur l'affaire Godon (« TS » 556) correspond bien à la réalité... »

Le régiment se trouve dans l'échelle de la discipline, juste avant le bague militaire de Fort d'Aiton, en Savoie, où se trouve la Compagnie Spéciale des Troupes Métropolitaines. Il est probable, que Godon dont vous parlez dans votre article, était affecté primitivement à l'intérieur du régiment à la compagnie de Commandement d'appui et des services, où j'ai moi-même été neuf mois. Il est probable également, que dans cette compagnie, il était affecté au service Casernement qui s'occupe de l'entretien des bâtiments.

En ce qui concerne la 3^e compagnie de combat, elle était effectivement la plus dure du régiment. A l'intérieur du régiment les hommes étaient mutés dans cette compagnie en cas de sanctions disciplinaires.

Les manœuvres de la Courtine doivent être un des stages commando du régiment. A ce qu'on m'en a dit, ces stages ne sont pas de tout repos et je me demande si j'aurais été capable d'en supporter un.

Le capitaine commandant de la 3^e compagnie s'appelait ou s'appelle Le Clerc. C'est un des officiers les plus durs du régiment. Il faisait partie du Conseil de Discipline qui m'a condamné à 7 jours de « rab » c'est-à-dire à 7 jours de maintien au corps.

Dans ce régiment, le Conseil de Discipline siège avant chaque libération d'une fraction du contingent. Les maintiens au corps sont nombreux. Il est arrivé que certains fassent jusqu'à 2 ans de « rab ». Au cours du service j'ai souvent songé à désertir. Une fois je suis parti en quartier libre sans esprit de retour. Je suis revenu quand

même au bout d'un jour. J'ai ramassé 23 jours d'arrêt.

Le souvenir que m'a laissé le service militaire, est celui d'un abrutissement, d'un lavage de cerveau. Il y a eu des jours où mes camarades et moi, nous aurions été prêts à tuer père et mère, rien que pour que les gradés nous laissent en paix 5 minutes.

Je suis de cœur avec vous et avec ceux qui sont obligés de servir dans des régiments style 170 R.I. ■

Var : 150 jeunes agriculteurs passent à l'action

MAZAUGUE, près de Brignoles, dans le Var : 150 jeunes agriculteurs du département et en particulier du canton (aidés par le C.D. J.A.) se réunissent pour manifester contre la spéculation immobilière dans la région.

Doze tracteurs sur le terrain labouré et ensemencé 1 hectare de terre cultivable qui était en friche depuis 20 ans. Cet hectare fait partie d'une propriété de 50 ha qui appartient à une société immobilière de Marseille qui « accepterait » de la vendre 150 millions (anciens). Si l'on tient compte de ce que cette terre peut produire (céréales), sa valeur ne dépasse pas 200.000 A.F./hectare. Qui pourrait donc se permettre d'acheter une telle propriété ? Le propriétaire n'a jamais répondu aux demandes de location faites par les jeunes agriculteurs de la commune car il espère bien vendre la terre très cher à des promoteurs ou autres... Les responsables départementaux du syndicat concerné ne sont venus que très tardivement, quasiment contraints par la base à participer à cette manifestation.

C'est la première fois dans notre région qu'une action décidée à la base et menée par la base arrive à se concrétiser. On peut remarquer que, contrairement aux barrières de routes, voies ferrées, seuls ceux qui étaient visés ont été touchés.

Correspondance ■

TCHAD :

6 ans de lutte armée révolutionnaire

Interview de Yacoub Bissou, (représentant du FROLINAT)

A l'occasion du 8^e Congrès national de notre Parti, un grand nombre de délégations étrangères invitées avaient tenu à exprimer concrètement leur solidarité avec les luttes que nous menons sur le plan international et la convergence de leurs analyses et de celles du PSU quant au type de société à construire (« TS » 559).

Parmi ces délégations, l'une d'entre elles a tout particulièrement retenu l'attention des congressistes : il s'agit de celle du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) dont un militant est venu dire à la tribune son expérience de la lutte contre l'impérialisme français et les difficultés et les succès du mouvement de libération populaire du Tchad. Par la qualité de son analyse du sous-développement, la lucidité qui préside à la définition d'une stratégie de lutte, le camarade Yacoub Bissou a puissamment contribué à mieux faire connaître aux militants du PSU la réalité tchadienne. A l'issue du Congrès, il a accepté de répondre à un certain nombre de questions. Nous publions ici son interview, dont nous souhaitons qu'elle reçoive, au-dedans et au-dehors du Parti, la plus large diffusion.

T.S. — Que venais-tu chercher au Congrès du P.S.U. ?

— Yacoub Bissou. — Ce n'est pas par pur hasard qu'il m'a été permis d'émettre l'opinion du FROLINAT à ce congrès. Cela est dû au fait qu'une commune aspiration nous unit étroitement dans notre marche vers l'avenir : la défaite de l'impérialisme et la construction du socialisme.

La tendance de la période actuelle de l'histoire de l'humanité est aux contrastes et contradictions à la fois frappantes et tragiques.

Les recherches scientifiques aboutissent à la découverte de recette pour préserver le genre humain ; des vaisseaux spatiaux volent à travers la galaxie et, parallèlement, des peuples entiers sont soumis à un génocide avec des armes mises au point par les hommes de sciences et dont se servent les impérialistes.

D'une manière générale, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la lutte des peuples pour la libération nationale et pour le socialisme montre clairement que cette période de l'histoire est caractérisée par des agressions répétées du bloc impérialiste, avec l'impérialisme américain en premier chef, contre le reste des peuples dans la politique de domination en vue de l'exploitation et du pillage de leurs richesses. Mais partout où il s'est manifesté avec son cortège d'exploitation, d'oppression et de restrictions de tous genres, les peuples se sont soulevés et organisés pour mener la lutte de front anti-impérialiste et pour la liberté.

T.S. — Quelle te paraît être la caractéristique de la situation mondiale actuelle ?

Y.B. — Aujourd'hui, nous vivons une époque où les forces anti-impérialistes conséquentes se développent impétueusement et les impérialistes et tous les réactionnaires sont aux abois. Chaque année est marquée par de nouveaux succès des peuples en lutte contre l'oppression et l'exploitation. Les masses populaires laborieuses intensifient, partout dans le monde, la lutte pour la paix et la liberté et la justice sociale. En face, les forces de la coalition des impérialistes et des réactionnaires résistent avec acharnement aux forces de la révolution.

Les peuples indochinois sont aux avant-postes de la révolution mondiale et la lutte du peuple vietnamien réagit sur l'ensemble des contradictions actuelles du monde.

En Amérique Latine, le large mouvement de libération nationale est en train de gagner en ampleur et permet d'envisager de battre l'impérialisme américain.

Au Moyen-Orient, le glorieux peuple palestinien a développé la guerre populaire et montré sa ferme détermination à mener jusqu'à la victoire sa juste lutte.

Et pour ce qui est de notre continent africain, qui est resté le dernier bastion du colonialisme, il est devenu l'arène d'un conflit aigu opposant deux tendances : l'aspiration irrésistible des peuples à l'indépendance et à la liberté et les efforts des impérialistes et réactionnaires à se cramponner au continent en vue de différer l'écroulement définitif du système colonialiste et néo-colonialiste.

Au Zimbabwe, en Anzanie, en Namibie, en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau, en Erythrée... la lutte ar-

Agip



Comme au bon vieux temps...

mée de libération nationale des peuples africains se poursuit avec vigueur. Les impérialistes et leurs agents sont acculés et se livrent au massacre des populations civiles. Mais les grands succès remportés par des patriotes sur le terrain démontrent clairement l'essor du mouvement de libération nationale en Afrique, en Asie, en Amérique Latine pour sortir du joug de l'impérialisme.

T.S. — Quelle a été la signification de l'indépendance, dans le cas particulier du Tchad ?

Y.B. — Effrayés par la prise de conscience des masses populaires et leur aspiration irrésistible à la liberté, les colonialistes, français notamment, ont tenté de manœuvrer.

En 1960, ils ont octroyé une série « d'indépendances » aux pays africains de la « communauté française » et ont placé à la tête de ces Etats les chiens de garde de leurs intérêts. Mais le rideau de fumée que constituait cette indépendance n'a pas tardé à se dissiper pour dévisager son caractère purement formel qui a laissé intacte toutes les structures de domination économique, voire politique.

En effet, les bourgeoisies locales nationales et même politico-bureaucratiques n'ont pas accru leurs moyens d'accumulation primitive du capital. Toutes les maisons coloniales continuent à être prépondérantes dans le commerce, la petite industrie et même l'agriculture. Autrement dit, le régime affublé du manteau de « l'indépendance » n'a pas pu sortir l'économie tchadienne de son borbier. Toutes les maladies et plaies propres à la société

néo-colonisée telles que l'exploitation, la disproportion entre les différentes branches de production, le chômage, etc., ont commencé à se manifester avec plus de vigueur.

Et c'est sur les bases de cette orientation du pays que sont apparues les grandes contradictions sociales, entre les masses laborieuses, d'une part, qui créent tous les biens matériels, et les bourgeoisies politico-bureaucratiques avec les impérialistes d'autre part, qui pillent le fruit du labeur du peuple travailleur et laissent à la caste bureaucratique les miettes de ce pillage.

L'usage de stimulants matériels et le profit, qui constituent les fondements de la pseudo-indépendance, ont approfondi et aggravé cette contradiction.

Puisqu'après tout, ladite indépendance n'a été octroyée que lorsque les bourgeoisies éclairées de la métropole ont vu que le colonialisme sous sa forme brute, directe, constituait en soi un danger pour la présence impérialiste française au Tchad, et en Afrique et que la répression ne pouvait plus endiguer les courants nationalistes et révolutionnaires montants.

T.S. — Quel visage, alors, prend la prétendue « coopération » au Tchad ?

Y.B. — Ce qui se passe aujourd'hui au Tchad et que nous combattons, c'est que, à l'ombre d'un drapeau national dont le colonialisme a dû admettre l'évidence devenue inévitable en 1960, l'exploitation impérialiste se poursuit et la conséquence en est que notre peuple continue à éprouver des difficultés monstres et accrues de satisfaire ses besoins matériels et spirituels : plus de 90 % d'analphabètes. L'état sanitaire est extrêmement défec-

Tchad dans d'autres pays africains, des troupes françaises pour soi-disant « rétablir l'ordre » ?

— en 1958 et en 1960, les troupes françaises de Fort-Lamy ont participé à la répression sur le peuple camerounais qui menaçait le colonialisme.

— en 1964, on connaît avec quelle brutalité les parachutistes français de la base aérienne de Fort-Lamy sont intervenus au Gabon pour rétablir Léon M'Ba.

— en 1968 n'est-ce pas toujours de Fort-Lamy que le gouvernement français a fait partir ses troupes pour intervenir en R.C.A. ?

T.S. — Qu'en est-il dans les autres pays d'Afrique ?

Y.B. — Justement, il faut savoir que la base militaire française du Tchad ne constitue qu'un maillon, le plus faible sans doute de la chaîne formée par le stationnement de troupes au Sénégal et à Madagascar, troupes interventionnistes que la France maintient pour perpétuer sa domination impérialiste sur les peuples africains, conformément aux « accords de défense » qu'elle a fait signer aux Etats membres de l'ancienne « communauté française » en dehors de la Guinée et du

être entrepris sans l'autorisation de la métropole.

T.S. — Contre l'impérialisme français, comment s'organise la résistance et la mobilisation populaire au Tchad ?

Y.B. — La résistance armée de notre peuple a gagné en ampleur. Les six années de lutte armée révolutionnaire sous la direction du FROLINAT ont révélé à l'opinion publique le développement de notre lutte, malgré les campagnes d'intoxication orchestrées périodiquement dans la presse bourgeoise.

Effrayée par l'essor du mouvement de libération nationale, la France impérialiste tente de manœuvrer. Autrefois, du temps du colonialisme, elle soutenait par tous les moyens la noblesse indigène des clans et des tribus qu'elle considérait comme son principal appui, alors qu'aujourd'hui, à l'heure du néo-colonialisme, elle mise plutôt sur la bourgeoisie marchande qu'elle veut « apprivoiser ». L'impérialisme français espère s'entendre avec la bourgeoisie pour s'appuyer sur elle dans la lutte contre les masses et à cet effet, il prend des mesures pour l'encourager et lui accorde quelques concessions

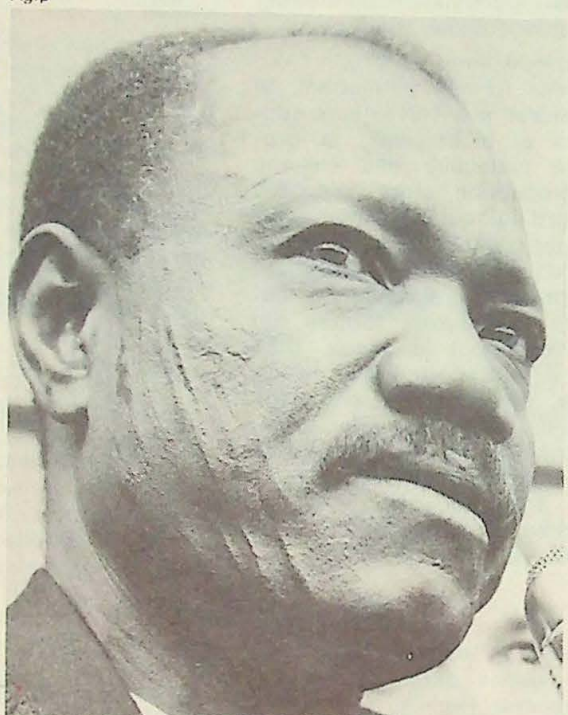
Ainsi donc, si des circonstances concrètes déterminées n'ont pas fait qu'une classe ouvrière dotée d'une conscience politique de classe, devienne le facteur principal de la révolution, à l'heure actuelle, cette particularité ne contredit aucune thèse fondamentale de l'instauration du socialisme. Et nous sommes convaincus que la lutte contre la domination impérialiste et pour l'instauration du socialisme ne peut se baser, dans sa deuxième étape, que sur les masses laborieuses qui créent tous les biens matériels.

T.S. — Quel sens donnes-tu à cette interview ?

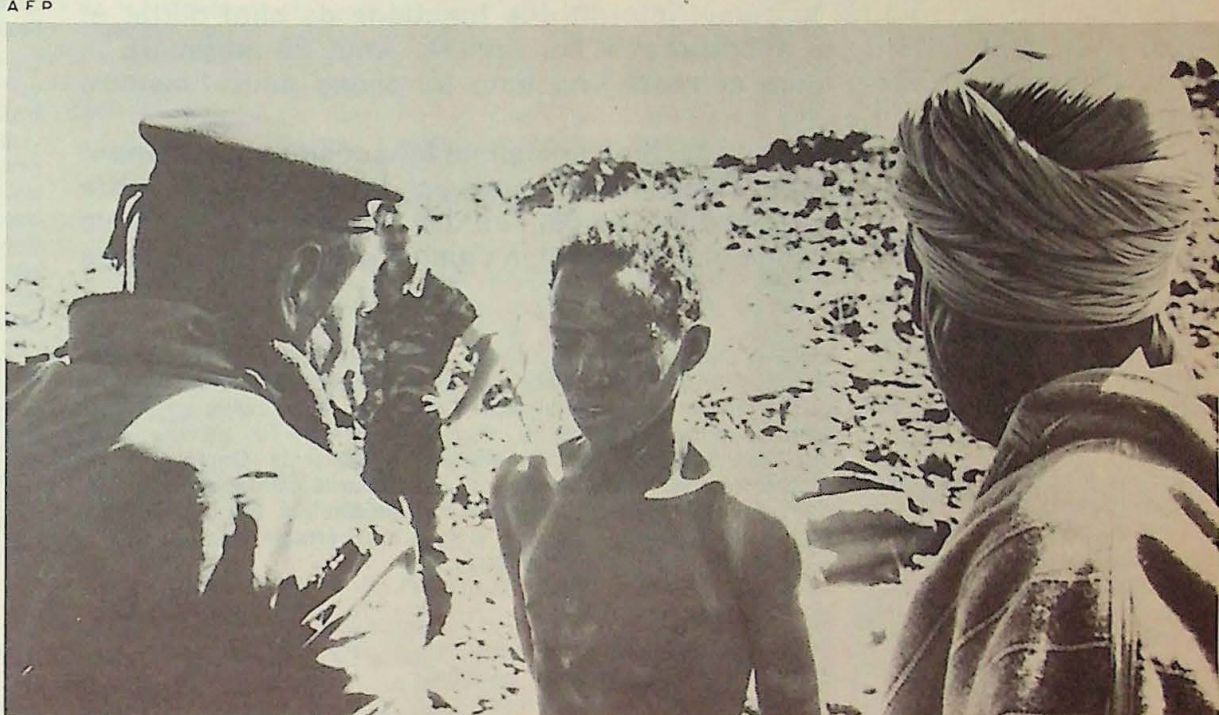
Y.B. — Douze ans après l'octroi de ce cadeau empoisonné qu'est l'indépendance de pure forme, accordée au Tchad par le colonialisme français, il m'a été à la fois agréable et désagréable de retracer ce tableau sommaire du Tchad d'aujourd'hui.

Agréable parce qu'il permettra de faire connaître le sens de la lutte de mon peuple. Désagréable car finalement, c'est une toile de fond maculée du sang des martyrs de notre peuple, victime d'un régime marchant à contre-courant de l'histoire, et aidé en cela par les impérialistes.

Agip



Le président François Tombalbaye.



... de la guerre d'Algérie.

tueux, l'économie est dominée par les monopoles étrangers, les masses crouissent dans la misère et l'ignorance. Et le néo-colonialisme, tout comme le colonialisme, repose essentiellement sur la violence exercée par une certaine « caste » privilégiée sur l'écrasante majorité de la population.

Ce qui explique qu'il était inévitable que notre peuple se lève pour mener une lutte armée pour l'indépendance vraie, car chaque fois qu'il a manifesté « légalement » son mécontentement, sa révolte a été réprimée dans le sang par la soldatesque de la « caste » au pouvoir avec l'appui des forces françaises.

Et il n'est pas étonnant que tous les élèves de tous les établissements scolaires de Fort-Lamy se soient soulevés en novembre 1971 en intégrant leurs revendications à celles des masses populaires : l'enseignement aussi est resté l'appendice de l'école bourgeoise française.

Ayant sans doute « oublié » l'Indochine, et l'Algérie, comment donc l'impérialisme français, s'il n'est pas chassé par la violence de la lutte armée révolutionnaire, pourrait-il lâcher de son plein gré son entreprise sur le Tchad ?

Messmer, à l'époque où il était ministre des armées, disait : « De Fort-Lamy capitale du Tchad, la France est à tout moment, en état de transporter la valeur d'un régiment, dans les 24 heures, en n'importe quel point d'Afrique », mettant ainsi en valeur la position géographique et stratégique clé au Tchad, indispensable à l'impérialisme français pour dominer le reste de ses anciennes colonies. Et en effet, combien de fois a-t-on vu partir au

Mali. Aux termes de la série « d'accords de coopération », les Etats signataires peuvent faire appel aux forces armées françaises pour assurer leur défense. Ils se concertent d'une manière permanente avec la France sur les problèmes de défense et accordent aux forces armées françaises des installations et des facilités concernant le droit de circulation sur leurs territoires, le droit d'utilisation de l'ensemble de leurs infrastructures de transports et de télécommunications et même le droit de réquisition selon certaines modalités.

Toujours dans le cadre de la « coopération », priorité est accordée à la France pour l'achat des matières premières et produits stratégiques.

Quant au domaine économique et financier, il est organisé dans le cadre de la « zone franc » qui n'est purement et simplement qu'une source de devises pour la France.

La coopération culturelle, enfin, a pour but d'assurer l'expansion de la langue et de la culture française en Afrique Noire, en particulier par la formation dans la tradition culturelle française des élites intellectuelles africaines.

Sur le plan de la politique étrangère, des gouvernements comme celui du Tchad, et la France « se tiennent mutuellement informés et se concertent au sujet des problèmes de politique étrangère. »

Tout ceci figurant dans les accords de coopération entre la France et ses anciennes colonies, il ressort clairement pour ces pays, dont le Tchad, qu'ils demeurent sous la dépendance politique, diplomatique, financière et culturelle de l'impérialisme français : Rien, dans aucun domaine, ne peut

financières et politiques sans importance.

Mais la prise de conscience toujours grandissante des larges masses populaires démontre clairement la faillite inévitable du système néo-colonialiste de domination.

Ce qui distingue aujourd'hui le mouvement de libération nationale au Tchad, ce n'est pas seulement l'insuffisance numérique du prolétariat, l'absence d'une classe ouvrière dotée d'une conscience politique de classe, mais aussi la faiblesse de la petite bourgeoisie nationale : ce qui s'explique par le retard économique considérable et par le sectarisme religieux et tribal qui, en dépit des calculs de ses champions, ne contribue finalement qu'à rapprocher davantage les différentes couches sociales, à aviver le sentiment national et anti-impérialiste et suscite la volonté de lutter plus âprement contre les oppresseurs de tous azimuts.

L'impérialisme profite encore, assez habilement du bas niveau de développement politique et culturel de la population qui, dans d'assez nombreuses régions encore, continue de vivre sous un régime de semi-féodalité.

T.S. — Est-ce à dire que ton mouvement s'appuie exclusivement sur la paysannerie ?

Y.B. — Ce que je viens de dire pourrait le laisser croire. Pourtant, si la paysannerie joue un rôle important dans notre révolution, et notamment dans la constitution des Forces Populaires de Libération, la classe ouvrière va être l'instrument décisif de la seconde étape, l'étape socialiste de la révolution.

T.S. — Qu'est-ce qui te paraît essentiel finalement, dans la stratégie du FROLINAT ?

Y.B. — Il faut se dire que le fait qu'un pays proclame son indépendance ou se libère, qu'un peuple vainc par les armes politiques ou les armes tout court, même si cela est une défaite pour le système impérialiste, n'est pas en soi la concrétisation de la liberté, car tant que subsistera la domination économique de l'impérialisme sur un peuple, il n'y a pas encore de liberté.

Et c'est pourquoi, après avoir dit que le Tchad de demain ne sera l'appendice agraire d'aucun impérialisme, le FROLINAT a affirmé que sa lutte armée révolutionnaire ne prendra fin qu'avec l'extirpation totale de l'impérialisme sous toutes ses formes. Et le peuple travailleur tchadien aura à faire face, ensuite, à la construction socialiste du pays sur les ruines de la société pourrie d'aujourd'hui.

T.S. — Enfin que penses-tu de l'attitude de l'opinion française face au problème tchadien ?

Y.B. — Il est regrettable pour nous de constater que dans la majorité de la gauche française les camarades ont adopté une attitude passive, face au problème tchadien. Est-il besoin de dire que l'impérialisme que nous combattons est votre impérialisme, à vous Français ?

Les camarades français doivent donc adopter les mêmes attitudes que le PSU n'a cessé d'adopter face à notre lutte.

(Propos recueillis par Daniel LENE-GRE.)



Aqip

PRAGUE : cinq ans après

Une interview de Jiri Pelikan

Le Printemps de Prague aurait eu 5 ans le 5 janvier. Si on l'avait laissé vivre... C'est en effet le 5 janvier 1968, après des années d'oppression bureaucratique et de recul économique (croissance : moins 3 % en 62-63) que sous la pression des écrivains et des étudiants, le PC tchécoslovaque établit le cours nouveau : Novotny déchargé de ses fonctions de Premier secrétaire, le cumul interdit des fonctions de chef d'Etat et du parti, Dubcek élu au secrétariat à l'unanimité. Août 68 marquera la fin brutale de l'expérience et reste une date honteuse dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Depuis, nos camarades de l'opposition socialiste tchécoslovaque mènent la résistance à l'occupant. Nous interviewons ici Jiri Pelikan, membre du C.C. et directeur de la télévision en 68, l'un des porte-paroles actuels des progressistes tchèques qui continuent le combat pour « le socialisme à visage humain ».

T.S. — Quelle est la situation en Tchécoslovaquie après le procès de l'été dernier ?

J.P. — Les procès avaient pour but d'intimider la population qui persiste à refuser la « normalisation » et, en particulier, de liquider l'opposition socialiste : la population doit compter avec une répression et un danger accrus, ce qui est important à l'heure où la majorité des gens ne voient pas très clairement la possibilité d'un changement en Europe de l'Est, ni comment, dans le rapport de forces actuel, la Tchécoslovaquie seule pourrait faire évoluer la situation.

Rien n'indique pourtant que ce but ait été atteint : d'une part on constate toujours une certaine résistance passive d'une grande partie de la population. D'autre part, des faits concrets tels que l'apparition de nouveaux tracts, déclarations et autres publications de l'opposition montre que le pouvoir n'a pas réussi à liquider l'opposition socialiste et les autres groupes de résistance, et que de nouveaux camarades sont venus prendre le relais de ceux qui sont en prison.

La situation est en même temps caractérisée par l'embarras du groupe dirigeant quant à la politique à suivre. En effet, les hommes au pouvoir apparaissent incapables de surmonter les contradictions économiques et politiques qui marquent la lutte entre les divers clans. Et, la situation internationale vient ajouter à leur embarras : on va vers une certaine détente, ce qui n'est pas favorable à l'accentuation de la répression.

Cette lutte de clans va se poursuivre surtout en rapport avec l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en mars prochain.

T.S. — Que penses-tu dans ce contexte de l'action des forcés ultra-conservatrices ou ultra-staliniennes et de leur pression sur Husak ?

J.P. — Ces gens-là ont utilisé l'occupation pour s'installer aux positions-clés. C'était leur dernière chance. Cependant, ils sont politiquement totalement discrédités et totalement incompétents. Husak voudrait bien se débarrasser d'eux. Il a déjà commencé avec le général Rytir, le ministre de l'Education Jibek, etc.

D'ailleurs, la direction soviétique s'oriente aujourd'hui vers d'autres clans : les ultraconservateurs ont déjà rempli leur tâche. Mais ils ne se laisseront pas éliminer sans résistance : Il faut s'attendre à de nouveaux conflits.

T.S. — Ce sont eux qui exigent le plus que l'on procède à de nouveaux procès, n'est-ce pas ?

Bien sûr, car ils redoutent toute possibilité de libéralisation et de retour des responsables du Printemps de Prague.

T.S. — Et V. Bilak, le secrétaire du Comité central ?

J.P. — Il n'appartient pas directement aux ultras, il représente la direction soviétique. Il a conclu une alliance avec Husak qui lui a donné sa place de numéro deux. Il sait qu'il ne peut pas être numéro un, aussi le système actuel lui convient.

T.S. — Et les procès actuellement en préparation ? Seras-tu condamné par contumace ?

J.P. — Ça, je n'en sais rien. Je sais, par contre, qu'on instruit le procès des responsables de 1968 de la production d'uranium, celui des travailleurs de l'imprimerie qui a imprimé le livre de Jiri Hochman (rédacteur en 1968 de la revue populaire « Reporter »), celui de Hochman lui-même et de son collègue Nepras, libérés récemment pour raison de santé, etc. Mais, encore une fois, la situation internationale n'est pas favorable à des procès à

grand spectacle contre les dirigeants du Printemps comme Dubcek, Smrkovsky ou Krieger.

T.S. — Tu penses sans doute à la Conférence de sécurité européenne en tant qu'élément qui pousserait à une certaine modération ?

J.P. — La préparation et la tenue de cette Conférence auront un double effet. A long terme, elle contribuera à un certain relâchement du contrôle militaire, politique et économique de l'URSS sur la Tchécoslovaquie. Mais, à court terme, elle mènera, contrairement à ce que pensent nombre de libéraux de l'Ouest, à un durcissement de ce contrôle. La bureaucratie soviétique désire certes commercer avec l'establishment occidental, mais en même temps, privée qu'elle est de toute base populaire, elle redoute tout dialogue politique ou idéologique.

Elle a beaucoup appris des événements de Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie, et les éditoriaux de la « Pravda » de Moscou et du « Rude Pravo » de Prague disent clairement : « Nous sommes pour une détente avec l'Ouest mais il faut en même temps être d'autant plus vigilant contre tout danger de déviation idéologique », c'est-à-dire contre tout échange d'idées. Il est donc illusoire de penser que la Conférence toute seule signifie une libéralisation automatique dans les pays de l'Est, même si, à long terme, elle peut être un élément positif.

T.S. — Quant à l'opposition socialiste tchécoslovaque, quelle est sa plate-forme actuelle ? Reprend-elle intégralement les idées de ce qu'on appelle le « Printemps de Prague » ? S'en tient-elle à la ligne du XIV^e Congrès clandestin, tenu le 23 août 1968 ?

J.P. — Ce qu'on appelle l'opposition socialiste tchécoslovaque représente, bien sûr, des

courants, tendances et groupes divers, mais qui sont unis par une recherche commune d'une alternative socialiste. C'est-à-dire qu'ils ne luttent pas contre l'occupation et le régime actuel sur les positions de la démocratie parlementaire bourgeoise, ou même de l'anticommunisme ou de l'antisocialisme, mais sur les positions du marxisme.

Son cadre de référence commun est le Printemps de Prague en tant que transformation de la structure bureaucratique en une structure plus démocratique, mais il faut aussi prendre en considération toutes les transformations qui se sont déroulées après le Printemps.

L'histoire ne se répète jamais.

L'évolution s'effectue dans le sens de la radicalisation dans la mesure où on insiste davantage sur la démocratie directe, au moyen des conseils ouvriers et de l'autogestion communale, sur une plus grande autonomie des syndicats et des organisations de masse, sur un système de pluralisme socialiste des partis politiques permettant l'existence d'une opposition.

On pense aussi qu'il faut trouver des formes permettant de transférer aux travailleurs (ouvriers et techniciens) la propriété collective des moyens de production, alors qu'on n'a aujourd'hui qu'une nationalisation au profit de l'Etat. Il s'agit d'une forme de propriété de groupe, d'autogestion ouvrière et d'autres formes qui conviendraient le mieux. Bien sûr, il faut y ajouter le retour à la souveraineté nationale, c'est-à-dire la liquidation de la doctrine de la souveraineté limitée et des relations d'égal à égal entre tous les pays socialistes, y compris la Chine Populaire.

T.S. — Et le Pacte de Varsovie ? Reprenez-vous les positions défendues par le général Prchlik, aujourd'hui en prison pour avoir préconisé une égalité réelle dans le Pacte ou irez-vous plus loin ?

J.P. — Tant que l'OTAN existera, il y aura un regroupement militaire pour lui faire face. En ce qui concerne le Pacte de Varsovie, il faudra lui rendre sa vocation primitive de lutte contre tout danger revanchard ou militariste, mais empêcher qu'il soit détourné, comme en 1968, à des fins d'ingérences dans les affaires intérieures des pays socialistes, et contre le mouvement révolutionnaire.

Notre but étant la dissolution simultanée de tous les blocs militaires, l'OTAN et le Pacte de Varsovie en tant que symboles dépassés de la division du monde en deux sphères d'influence, soviétique et américaine.

T.S. — Passons maintenant, si tu veux, aux problèmes du travail de l'opposition tchécoslovaque en exil, et de l'aide que doit apporter la gauche européenne à la résistance socialiste tchécoslovaque.

J.P. — Nous pensons que le centre de gravité de la lutte réside et résidera en Tchécoslovaquie. C'est là que se trouve la direction politique de notre lutte. Les exilés, comme moi, ont pour seule fonction de l'aider, en particulier par le maintien des liaisons avec les forces progressistes en Europe Occidentale et dans le monde.

Mais il faut que l'opposition tchécoslovaque et les progressistes occidentaux comprennent bien qu'il s'agit en fait d'une lutte commune.

La gauche occidentale nous aidera le plus si elle nous donne l'exemple de la construction d'une société réellement socialiste. Sa victoire bouleverserait entièrement la carte du monde et aurait une énorme influence sur la cassure du monopole actuel des bureaucraties dirigeantes de l'URSS et de l'Europe de l'Est.

T.S. — En ce qui concerne le PSU, tu sais qu'à partir notamment des expériences des conseils ouvriers en Europe de l'Est, nous nous efforçons d'intégrer la perspective autogestionnaire dans l'héritage théorique du marxisme. C'est pourquoi la cause tchécoslovaque est pour nous presque une affaire intérieure et que notre solidarité va de soi. Comment vois-tu les perspectives de notre travail en commun ?

J.P. — Nous apprécions beaucoup votre soutien et nous publierons dans le prochain numéro de notre organe « Listy » la déclaration de votre Parti et de Michel Rocard à l'occasion de l'anniversaire de l'intervention soviétique. Nous comptons absolument sur un approfondissement de notre collaboration avec le PSU.

T.S. — Tu sais que nous participons au travail du Jury international contre les nouveaux procès de Prague qui vient de publier sa brochure « Tchécoslovaquie - Répression ». Quelle est, d'après toi, sa tâche prioritaire ?

J.P. — Nous pensons que l'existence même du Jury International, avec la large base dont il dispose, représente une pression permanente contre la direction actuelle et sa volonté de continuer à échafauder des procès politiques, car elle est beaucoup plus sensible aujourd'hui à la pression de l'opinion publique mondiale qu'au cours des années 50.

En témoigne la libération de Jan Sling, dont le père, dirigeant communiste fut pendu en 1952.

Le Jury peut, par ses publications, réunir des faits concrets sur toutes les formes de répression en Tchécoslovaquie.

Les procès n'en sont ni la seule, ni même la principale : l'expulsion des camarades de la scène politique, de leurs professions, la discrimination que subissent leurs enfants, les interdits qui frappent les journalistes, les écrivains, les exclusions de syndicalistes, voilà ce qui compte le plus actuellement.

Le jury doit aussi montrer que les lois aujourd'hui appliquées non seulement n'ont rien de commun avec notre conception de la légalité socialiste, mais encore qu'elles sont en contradiction avec la Constitution même de la Tchécoslovaquie, qui garantit la liberté d'opinion, de réunion, etc.

Il faut montrer que tout ce qui se passe n'est pas, comme l'affirme le régime, une lutte pour la défense de la légalité socialiste mais bien sa violation la plus flagrante.

INVENTAIRE 72

On aurait pu prendre une grande feuille de papier et relever tous les conflits de l'année 72. Du plus petit (y en a-t-il de petits ?) jusqu'au plus grand. On aurait pu aussi compter les jours de grève, les multiplier par le nombre des travailleurs et vous auriez su tout le fric perdu par le patronat. On aurait pu... Mais entre Noël et le jour de l'An on n'a pas la tête aux multiplications... Pour les statistiques vous attendrez encore un peu... Ce qui ne nous empêche pas de vous dire, de vous rappeler, qu'en 1972, il s'est passé pas mal de choses...

EN janvier, l'emploi était un problème fort préoccupant pour les travailleurs... L'année 71 s'était achevée en posant la question de l'avenir de la Lorraine. Il y avait eu des manifs, et Jean-Jacques en avait causé. Qu'est devenue la Lorraine, depuis ?

Sur l'emploi, la Conférence nationale entreprises du PSU avait voté des textes importants. Bref, en janvier, il y a eu des grèves importantes pour s'opposer à des licenciements : Rousset (Saint-Denis), Rhône-Poulenc (Dieppe), imprimerie... Il y a eu aussi une manif organisée par la CGT et la CFDT (20.000 personnes).

Le nombre des chômeurs a un peu baissé depuis ; il est toujours important. Mais dès la fin du mois de février, on est passé à autre chose. Tout juste après l'assassinat d'Overney à Billancourt (25 février), que reste-t-il de la gigantesque mobilisation ouvrière de cette époque-là ? Tramoni (l'assassin) a été libéré en novembre. Point final ?

le Joint... et les autres

En mars, les travailleurs du Joint Français (Saint-Brieuc), ceux de Zig-Zag (Thonon) entamaient des grèves qui allaient durer deux mois. Les camarades du préventorium de Brégille avaient déjà commencé la leur depuis plusieurs semaines.

En avril, les travailleuses de Philips (Flers) et les vendeuses des Nouvelles Galeries (Thionville) feront de même. Des grèves longues en 72. Une résistance patronale à toute épreuve et une combativité ouvrière qui lui est au

moins égale. Parfois supérieure. Dans ce cas, c'est la victoire des travailleurs : le Joint Français, Philips...

Partout, les revendications expriment la volonté des travailleurs à contrôler leur vie, leur entreprise, que ce soit à travers la lutte contre les cadences, pour de meilleures conditions de travail, contre l'autorité patronale.

Autour de ces grèves se créent des comités de soutien. La lutte n'est plus cantonnée à l'entreprise. Toute la Bretagne se reconnaît dans la grève du Joint, les travailleurs de Saint-Brieuc ne seront pas pour rien dans la grève du lait (mai).

l'année des O.S.

1972, c'est aussi, c'est peut-être surtout, l'année des OS et des travailleurs immigrés. A force de brimades et de répression, les immigrés ne peuvent plus contenir leur colère de pauvres.

Chez Renault, Sadock et José entament une grève de la faim avec Christian Riss (février). A Amiens, Djeridi est malmené par son patron Brézillon (avril).

Mais, le 9 février, les travailleurs de Pennaroya (Lyon) se mettent en grève. Ils y demeureront un mois. Ceux de Girosteel suivront. Ils se battent un peu pour le fric, beaucoup pour la dignité... A la même époque, c'est la révolte dans les prisons.

Les grèves d'OS, cuvée 72, ont commencé à Saint-Michel-de-Maurienne, chez Renault (janvier). Il y eut ensuite Progil à Pont-de-Claix (février), Peugeot à Mulhouse (mars), Neyrpic à Grenoble (juin) et bien d'autres. Par-

tout, les mêmes revendications : les conditions de travail et les augmentations de salaires... augmentations uniformes. Six mois avant les autres, les OS auront senti la hausse des prix.

on va voir ce qu'on va voir

Pendant ce temps, que font les syndicats (CGT et CFDT) ? Au début de l'année, ils discutent du socialisme. Puis ils mettent en application leur accord d'août 71 dans une manif pour l'emploi... En mai, on aura des mots, le 7 juin, la CGT manifester seule, le 23 la CFDT sera de la partie... En parlant d'autogestion, la CFDT fait preuve de mauvaise volonté... Enfin, suit le Programme commun, Messmer remplace Chaban : on va voir ce qu'on va voir.

On voit en effet, au moment de la rentrée. Edgar Faure distribue quelques sucettes et attend... Le patronat, par contre, fait un effort. Aux assises de Marseille, le CNPF est plein de bonnes intentions pour ces pauvres OS à qui on doit tant. Il faut humaniser, être plus gentils, faire social... Et on choisit François Ceyrac pour président.

Il y a loin des intentions aux faits. Michelin démontre aux travailleurs de l'atelier OPK qu'il est toujours un patron de combat. Berliet espère se sortir de trois ans de grèves rampantes en faisant tomber les têtes de neuf militants syndicaux. Il devra capituler devant les travailleurs. On fait durer plus d'un mois la grève des Potasses d'Alsace. Les travailleurs de la Comurhex à Narbonne engagent une lutte dure pour leurs salaires et leurs conditions de travail.

Le Programme commun s'étale dans la « Vie ouvrière ». La semaine d'adieu CGT-CFDT (octobre) ne conduit pas à grand-chose... Enfin, l'année se termine. Maintenant, on prépare les élections, et comme on disait en juin : on va voir ce qu'on va voir.

C'est tout vu (remplissez les pointillés de la suite). Aujourd'hui travailleurs de l'entreprise à se sont mis en grève illimitée. Revendication : contrôler aujourd'hui.

Jacques FERLUS ■



Remplissez les pointillés...

A PROPOS DE L'AFFAIRE TRAMONI

LE 25 février 1972, Pierre Overney, militant ouvrier de la Régie Renault, était délibérément assassiné par un « employé » du service de sécurité de l'usine, Tramoni, dont les attaches policières, régulièrement démenties par la Régie, n'en ont pas moins été démontrées à plusieurs reprises, dans la presse nationale et régionale.

Après une « libération provisoire » acquise avec une singulière facilité, le dénommé Tramoni, doit passer devant la Cour d'Assises, à partir du 9 janvier prochain.

Nul n'ignore que la liberté provisoire accordée à un accusé reconnu « d'homicide volontaire », donc d'assassinat, suppose dans la justice, telle qu'elle fonctionne dans notre pays — en d'autres ter-

mes la justice bourgeoise — un préjugé favorable, dont l'accusation ne manquera pas de faire état.

Nul n'ignore compte tenu de la période politique française, et des élections qui se préparent, que le gouvernement a imposé cette date pour le procès avec un double objectif :

— ou bien, amener les organisations qui ont protesté, et continuent de le faire, contre l'assassinat du militant ouvrier Pierre Overney, à manifester avec vigueur au cours du procès. Moyennant quoi, et invoquant l'ordre public, le gouvernement essaiera de créer des conditions proches de la « grande peur » de 1968 ; — ou bien, laisser faire la justice bourgeoise, et justifier — au tra-

vers d'un silence complice des organisations révolutionnaires — les événements de février 1972, en accordant toute l'indulgence nécessaire au policier Tramoni, coupable d'assassinat d'un militant ouvrier.

Les organisations ouvrières ne tomberont pas dans le piège qui leur est tendu. Le PSU entend dès aujourd'hui prendre contact avec elles pour organiser avec elles la riposte, sous des formes qui empêcheront toutes les provocations marcellinesques mais qui ne manqueront pas de manifester de la manière la plus ferme et la plus nette, leur solidarité de combat avec Pierre Overney, et tous ceux de ses camarades, qui partageant ou non toutes ses convictions, subissent aujourd'hui la même répression.

« L'ordre et la continuité » de Georges Pompidou ne régneront pas dans ce pays.

Le Bureau National du P.S.U. ■

une amende...

Le 23 mars 1972, au lendemain de l'assassinat de Pierre Overney, trois diffuseurs de « TS » étaient interpellés alors qu'ils vendaient le numéro spécial Renault à la gare des Invalides. La police du VII^e arrondissement devait les garder 3 heures au commissariat et confisquait leur panneau.

Neuf mois plus tard, ils doivent payer une amende. Cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression ne saurait entraver la détermination des diffuseurs de la presse révolutionnaire : c'est pourquoi, demain, ils soutiendront le candidat PSU dans cet arrondissement de Paris.

La section du VII^e arr. de Paris ■

leur combat est le nôtre

Elles sont deux sœurs, artisanes couturières qui occupaient un petit local où elles exerçaient leur métier : elles sont expulsées le 17 août 1972. Voici leur histoire.

— 1961 : elles louent un local, 10 bis, rue Poirier, St-Mandé (avec reprise).

— 1967 : après évaluation de la surface corrigée de leur local, il ressort que le loyer est 3 fois supérieur au tarif légal (une mansarde au 6^e annexée à ce local, leur est louée à un taux 10 fois supérieur). Elles demandent au propriétaire l'application de la loi : résultat, le propriétaire utilise une autre facette de cette loi et... entame une procédure d'expulsion ! Pour obtenir justice Simone et Jacqueline Huet font la grève de la faim dans les locaux du « Nouvel Observateur », 12, rue du Mail.

Nous publions ci-dessous le texte du tract diffusé par la section du PSU du XII^e.

DEPUIS le mardi 19 décembre, Simone et Jacqueline Huet, deux femmes de Saint-Mandé, font la grève de la faim. Elles étaient locataires, 10 bis, rue Poirier, d'un local où elles exerçaient leur métier de couturière, et d'une chambre au 6^e.

Pour avoir demandé l'application du tarif légal d'un loyer, elles ont été expulsées le 17 août 1972. Qui est responsable ? Ceux qui perçoivent des revenus qu'aucun travail ne justifie. Ceux qui appliquent des tarifs illégaux : le propriétaire, ici Guidicelli.

Ceux qui élaborent et votent les lois permettant de telles pratiques, qui se soucient peu, une fois élus, de deux électrices isolées ; le député, ici Vernaudon, remplaçant de Vivien.

Ceux qui font de l'Administration une machine compliquée aux rouages mystérieux, qui trop souvent oublient les dossiers auxquels des influences plus ou moins occultes ne mettent pas le vent en poupe. Ici le Sous-Préfet Monnestier.

Ceux qui servent sans la dénoncer une justice peu soucieuse des personnes (500 articles au code), très soucieuse des biens (1.700 articles), riche en arguties permettant à leurs possesseurs de se défendre efficacement.

Propriétaires députés de la majorité, hauts fonctionnaires, magistrats : réunis, non par hasard, mais du fait de leur appartenance à la même classe, la classe bourgeoise, il manque un convive : le patron...

Jacqueline et Simone l'ont connu. Travaillant pendant douze ans dans un atelier de couture, elles ont subi l'exploitation ouvrière : « ...il nous fallait travailler 15 jours pour une robe portée un seul soir... Un lustre sur le tissu, et c'était la porte... »

C'est leur problème.

N'est-il pas le nôtre à tous ?

— La spéculation foncière, des résidences luxueuses aux vieux logements habilement retapés aux



Victimes de l'injustice légalisée.

loyers « confortables » (Saint-Mandé...).

— L'administration dont la lenteur, l'incohérence sont suprême habileté pour décourager les administrés passifs de devenir des citoyens agissants.

— L'injustice organisée et légalisée.

Comme Jacqueline et Simone, nous nous heurtons à ces rouages du système capitaliste qui opprime et peut broyer ceux qui n'ont pas la chance d'appartenir à la « bonne société », à la classe bourgeoise. L'enrayer cette machine, c'est remporter une victoire qui nous concerne tous.

Le combat de Jacqueline et Simone est le nôtre.

Soutenez-les.

Allez les voir dans les locaux qu'elles occupent au « Nouvel Observateur », 12, rue du Mail, Paris 2^e.

Faites connaître leur action.

Associez-vous au comité de soutien.

P.S.U. - Section du XII^e ■

gues du personnel (1 Marocain, 3 Portugais, 4 Français) déposent cette liste auprès de la direction. Le mardi 21 novembre premier arrêt de travail de 1 heure. Jeudi 23, les travailleurs s'assemblent et décident de ne pas reprendre le travail avant que le « grand patron de Paris » ne descende. En effet « la maison-mère » se trouve dans la région parisienne, la société contrôle d'autres entreprises à Choisy-le-Roi, Dijon, en Bretagne. Le directeur d'Orléans doit donc déférer. Le lendemain le grand patron descend, explique, schémas en main, que le 13^e mois n'est pas possible avant 1976. La grève continue ; la direction menace de fermer l'usine, l'Union locale CGT conseille la prudence.

le directeur descend

Mais le lundi matin 27, alors que l'on s'attend à une reprise du travail, les travailleurs durcissent leurs positions et décident de ne pas reprendre le travail avant que ne soit satisfaite la revendication qu'ils considèrent comme essentielle : le 13^e mois dès 1972. 1976 n'intéresse pas les immigrés, qui espèrent bien d'ici là être rentrés au pays. Des piquets s'organisent. Mercredi 29, 5^e jour de grève. 4 délégués montent à Paris : la direction lâche du lest. De 76 le 13^e mois passe à 74. Et dès 72 les travailleurs obtiendront une forte majoration de leur prime de fin d'année : soit 60 % du salaire, soit une prime forfaitaire de 480 F. Au choix des travailleurs. Le bilan somme toute est satisfaisant, et constitue une victoire. Reste pourtant le problème des 70 travailleurs arrivés récemment. La direction refuse la prime. Les délégués font remarquer qu'ils ont fait la grève aussi. On se sépare.

Jeudi matin 30 novembre : les délégués rendent compte aux travailleurs. Ceux-ci refusent à nouveau de reprendre le travail : ils réclament la totalité du 13^e mois en 72 pour eux et aussi pour les nouveaux arrivants. L'après-midi, la direction d'Orléans essaie de joindre Paris. Réponse du grand patron : « Montez à Paris parce que je ne veux pas faire une réunion dans une usine en grève ». Les délégués refusent et avec le secrétaire local CGT proposent comme lieu de rencontre la Chambre de Commerce d'Orléans. Paris : « Je n'ai pas le temps ». Les délégués : « Nous sommes prêts à vous recevoir à 3 heures du matin s'il le faut ». Le directeur annonce qu'il descend de suite.

« vous êtes mal partis »

Participent à l'entrevue la direction et les délégués, le secrétaire local CGT. Le patron accepte le principe de verser une somme aux 70 nouveaux. Mais il multiplie les arguments contre le 13^e mois dès 72. Il en coûterait à l'entreprise 133 millions d'AF. Puis il plaide « tout ce qu'il a fait à la SIFA » : une demi-heure d'information payée, un quart d'heure pris sur le temps de travail pour aller à la douche, etc. Le 13^e mois n'est donc pas possible. « Néanmoins j'accepte d'en discuter si vous reprenez le travail ». Puis, tragique, au secrétaire CGT : « Voici les clefs de l'usine, je vous l'offre ». Réponse du délégué marocain : « L'usine d'Orléans gagne de l'argent, celle de Paris en gagne moins. Vous voulez donc donner une usine qui gagne de l'argent et garder celle qui en a moins ? Cela n'est pas raisonnable... ».

Vendredi matin 1^{er} décembre, 7^e jour de grève. Nouvelle assemblée du personnel. Discours du secrétaire CGT : « Vous êtes mal partis, il n'est pas bon de se lancer dans une grève illimitée ». Le personnel vote la reprise du travail : 70 travailleurs sont présents seulement. Le travail reprend le lundi 2 décembre. Mais pour combien de temps ?

Correspondance ■



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)

M.

Adresse

Mode de paiement

● Orléans : 7 jours de grève à la SIFA

UNE fonderie d'aluminium. Des murs sales et gris, quelques rangées d'Algecos. Près de 250 travailleurs, 200 immigrés environ. On y fabrique un peu de tout : des culasses, des pièces pour les freins des locomotives, des ventilateurs pour les bateaux...

Il fait très chaud, 40° en hiver près des fours. 80 accidents par an en moyenne, des brûlures surtout, longues à cicatriser ; faute de place pour manœuvrer, le métal se renverse... Avant les grandes vacances dernières un ouvrier marocain a renversé quelques gouttes sur sa chaussure de protection : celle-ci n'a rien protégé ; le travailleur qui devait prendre ses vacances au Maroc, par crainte de se voir consigner par le médecin et la SS, s'est promené pendant 15 jours avec une plaie sanguinolente.

mauvais exemple

L'usine, semble-t-il, prospère. De nouvelles machines ont été achetées, la direction embauche : un « convoi » de 70 Marocains a été acheminé le mois dernier. Côté syndical, la CGT règne en maîtresse absolue. Militants, las de la lutte, au bord de la retraite ou de la maîtrise, cachant mal leur désintérêt pour les étrangers ; un désintérêt qui tourne parfois vite au ra-

cisme. La CGT a bien essayé de pousser quelques étrangers aux postes de responsabilités dans la mesure où la loi le permet. Pourtant il n'y a aucun étranger titulaire au comité d'entreprise, dans une usine qui en compte près de 80 % !

Maudit soit le mauvais exemple : de l'autre côté du Loiret, il y a une grande surface dont le personnel vient de se mettre en grève pour les 1.000 F et le 13^e mois... et qui a obtenu satisfaction. Les travailleurs de la SIFA qui vont y faire leurs courses, ont discuté de la grève, ont appris comment cela s'est passé. Mais aussi il règne depuis quelque temps à l'usine une certaine tension. A la suite d'une dénonciation anonyme sans aucun fondement, le patron a obtenu du comité d'entreprise la suppression des cours d'alphabétisation, donnés par une association d'entraide aux immigrants dans la cantine de l'établissement en dehors des heures de travail. Les moniteurs d'alpha n'ont pas cédé : ils sont revenus avec une tente, l'ont dressée sur le trottoir et les cours ont repris. Les journaux en ont parlé, la télé régionale est venue tourner quelques séquences, qui ne sont bien sûr jamais passées à l'écran.

Les travailleurs élaborent une liste de revendications : 13^e mois, prime d'équipe équivalente à 10 % du salaire, prime pour le samedi matin de 100 F par mois, reprise des cours d'alpha, etc. Les délé-

● IMP : thérapeutique ou gardiennage ?

TS, dans son dernier numéro, faisait écho à la grève déclenchée par le personnel de l'IMP de Saint-Germain-du-Corbeis, dans l'Orne. Ce conflit, dur et important, n'a pas seulement un caractère local : en même temps qu'à l'IMP de l'Orne, une grève est en cours, pour des raisons similaires, dans un établissement du même genre, près de Bordeaux. Et dans toute la France, le secteur de l'enfance inadaptée commence à bouger et à s'organiser contre ce qui apparaît comme une « reprise en mains » généralisée.

Si l'IMP de l'Orne appartient au secteur public (caisse d'allocations familiales), celui du Haillan, près de Bordeaux, en grève depuis le 6 novembre, relève du secteur privé. Mais cela n'empêche pas que les problèmes s'y ressemblent drôlement. Les éducateurs ont apporté la même réponse, la grève illimitée, à des attitudes similaires de leurs employeurs : une diminution des effectifs de l'équipe éducative et une augmentation de l'horaire de travail des éducateurs (par des procédés différents) mettent en cause la qualité et le caractère des soins apportés aux gosses. Et dans les deux établissements, les employeurs n'hésitent pas à se débarrasser de ceux qui gênent leur politique : dans l'Orne, la caisse d'AF

avait éliminé l'an dernier le directeur de l'IMP. Elle maintient aujourd'hui, avec obstination, malgré plusieurs semaines de grève, le licenciement de deux psychiatres. Au Haillan, ce sont 14 grévistes qui ont été licenciés et que l'on essaye de remplacer en embauchant, en pleine grève, du personnel nouveau.

volonté d'action

De telles « reprises en main » ne sont pas des faits isolés. Si bien que dans le secteur de l'enfance inadaptée, l'inquiétude gagne. Elle est en train de faire place à la volonté d'action. Des comités de soutien aux grévistes de Saint-

Germain-du-Corbeis et du Haillan se forment dans plusieurs départements. Leur action touche un nombre croissant d'établissements. Le Comité de soutien de Seine-Maritime, groupant le syndicat CGT, le syndicat CFDT et le comité de lutte, dans une conférence de presse tenue récemment à Rouen, soulignait fortement le caractère exemplaire des grèves actuelles.

L'anarchie règne dans ce secteur, où de nombreux établissements sont dans une situation juridique imprécise qui facilite tous les abus. Les conventions collectives sont plus ou moins bien appliquées. Les prix de journée, généralement très insuffisants, varient du simple au triple. Ici et là les problèmes financiers servent de prétexte pour diminuer l'encadrement : en augmentant ainsi le nombre d'enfants confiés à un éducateur, on rend plus difficile une pédagogie thérapeutique.

A Saint-Germain-du-Corbeis, les éducateurs, approuvés par l'ancien directeur, estiment qu'il faut en permanence deux adultes par pavillon d'une douzaine d'enfants (garçons et filles d'âges et de troubles très divers). Est-ce excessif, si l'on veut exercer sur eux une action thérapeutique, qui est très astreignante car elle nécessite de porter constamment attention sur le moindre détail du comportement de chaque en-

fant ? Si l'on ne veut pas se limiter à un simple gardiennage ?

D'autant plus qu'un grand nombre d'établissements fonctionne avec dans leur personnel un très fort pourcentage de stagiaires, auxquels on demande même travail et même responsabilité qu'à des éducateurs diplômés. Et alors que les textes définitifs sur le diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé ne parviennent pas à sortir, on multiplie les sous-diplômes et les nouvelles catégories, sous-qualifiées et sous-payées.

Il est caractéristique de voir que les psychiatres licenciés à Saint-Germain étaient des analystes, qui avaient entamé avec un certain nombre d'enfants un traitement psychothérapeutique, avec lequel était coordonné le travail de l'équipe éducative.

L'interruption brutale de ces traitements, avec ses inconvénients pour les enfants, ne semble pas avoir donné beaucoup de scrupules à l'administration...

rentabiliser les "débiles"

C'est le fond même du problème de l'enfance inadaptée qui est en cause dans cette affaire, estiment les responsables du comité de soutien. Ce n'est pas par hasard si l'Institut Médico-Pédagogique de l'Orne s'appelle maintenant « IM-Pro » (c'est-à-dire Professionnel) : le contenu du flacon doit changer avec l'étiquette ! A une conception thérapeutique qui vise avant tout à soigner les troubles dont souffrent les enfants et à les aider à acquérir, notamment à travers l'analyse et la présence constante d'éducateurs quali-

fiés, un peu plus d'autonomie, l'administration n'a-t-elle pas tendance à substituer une recherche de « rentabilisation » ?

Dans beaucoup de travaux répétitifs, on a constaté que les « débilés » pouvaient atteindre une productivité fort élevée. Ce qui n'empêche pas de les payer très au-dessous du SMIC... Donner la priorité à la « mise au travail » sur le traitement des troubles, préférer aux psychologues des psychiatres qui manient les calmants à tour de bras, « homogénéiser » par des renvois le recrutement des établissements, enseigner dans des ateliers séparés des tâches très différentes aux filles et aux garçons, tout cela permettra peut-être de rentabiliser davantage et plus vite les « débilés ». Mais encore faudrait-il s'entendre sur le terme même de « débilés »... Car de nombreux enfants placés en IMP ou IMPro souffrent de troubles psychotiques ou névrotiques graves et sont déclarés « débilés » !

Les enfants qui souffrent d'un handicap de l'intelligence dû à des troubles organiques, et non socio-affectifs, sont beaucoup plus rares qu'on veut bien nous le faire croire. On risque donc de transformer en débilés, voire en incurables ces jeunes dont les troubles pourraient souvent s'améliorer avec des méthodes de pédagogie thérapeutique plus adaptées. Dans tous les cas, c'est marginaliser davantage les uns et les autres !

Là est l'enjeu des luttes actuelles dans ce secteur. Elles ne font peut-être que commencer.

Correspondance ■

(Comité de soutien aux grévistes : Xavier MADROLLE - 87, rue d'Elbeuf - Rouen.)

● Chambéry : l'affaire Thévenin ne sera pas étouffée

Plus d'un millier de personnes défilant en silence, le 16 décembre, dans les rues de Chambéry : quatre ans après la mort de Jean-Pierre Thévenin dans le commissariat de la ville, les habitants de Chambéry ont tenu à prouver qu'ils n'avaient pas oublié, et qu'ils exigeaient que justice soit faite.

Que s'est-il passé il y a quatre ans, le 15 décembre 1968, dans le secret du commissariat de Chambéry ? On n'a jamais pu le savoir au juste. Tout ce que l'on sait, malheureusement, c'est que Jean-Pierre Thévenin est mort : il était ouvrier, il avait 24 ans.

Successivement, les experts ont conclu à la crise d'éthylisme (Dr Martin, 17-12-68), à la mort par pendaison (Drs Ollivier et Vuillet, 3-10-69) et par suspension (Drs Derobert et Chaumont, 15-9-70).

Par trois fois, à la plainte des parents, la Justice a répondu par un non-lieu. La Cour de cassation ne s'est pas encore prononcée sur le dernier non-lieu de février 1972. On mise

sur le temps, l'oubli, le découragement.

La manifestation du 16 décembre a prouvé que l'on se trompait. Derrière les parents de Jean-Pierre Thévenin, le long cortège silencieux des manifestants, réunis à l'appel du « Comité Thévenin » de Savoie a impressionné les habitants de cette petite ville que ses édiles tentent de présenter comme « calme et sans histoires ».

Des cars de CRS fermaient la rue du commissariat, où nous n'avions d'ailleurs pas l'intention de passer. A quelques mètres du lieu où Jean-Pierre Thévenin est mort, les organisateurs avaient placé son portrait et les manifestants y ont dé-



posé leurs fleurs, sans un regard pour les policiers. Devant le Palais de Justice, un de nos camarades a rappelé la volonté du Comité d'aller jusqu'au bout pour le châtement des coupables, et Mme Thévenin a dit sa satisfaction de voir déjoués les espoirs de Pleven et de Marcellin quant à un oubli du drame.

Dans la soirée, des représentants des Comités de Lyon, Paris, Aix-en-Provence et Chambéry ont préparé les prochaines actions et annoncé la constitution d'un nouveau Comité à Argenteuil, là où le trop fameux commissaire Moissinac, après un crochet semble-t-il malheureux par Lyon, va maintenant exercer son art. La population locale semble bien décidée à le surveiller.

Il faudra bien un jour que l'on nous explique comment, et pourquoi, Jean-Pierre Thévenin est mort.

Correspondance ■

● Meaux : mutation-répression

Des militants du PSU et d'autres organisations de gauche et d'extrême-gauche agissent pour la suppression des bidonvilles de Meaux et le relogement des familles. Pour avoir participé à ce mouvement, une auxiliaire de Jeunesse et Sports de la Fédération des Jeunes Travailleurs doit accepter sa « mutation provisoire » ou démissionner.

● Nice : les cols blancs bloquent l'ascenseur

La Société française des ascenseurs Westinghouse, à Nice : environ 800 salariés à l'usine de l'Ariane, plus 130 salariés à sa filiale, la « SCOM » à la Trinité, sur les 3.200 que le grand trust américain compte en France.

Par suite de l'implantation d'un puissant ensemble industriel à Châteaurox dans l'Indre, des mutations de personnel, en particulier chez les cadres ont déjà été effectuées et des menaces pèsent sur l'usine de l'Ariane.

Pour la première fois, après un long travail d'explication des délégués syndicaux, 115 employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise décident la grève fin novembre. Ils réclament l'application de l'accord d'entreprise, la remise à jour de la convention collective, la remise en ordre des salaires, la sécurité de l'emploi, le respect du personnel.

Le conflit va durer 3 semaines, appuyé par des mouvements de solidarité des ouvriers de l'entreprise. Le climat reste tendu à l'Ariane et les possibilités d'un nouveau conflit, généralisé celui-ci, restent fortes.

Correspondance ■

Femmes en lutte

Le débat sur l'avortement, ouvert dans « TS », a provoqué un abondant courrier, de même que la Tribune libre de Michèle Legendre, qui répondait aux arguments de Delphine Seyrig. Il n'est évidemment pas possible de tout publier. Ce courrier témoigne en tout cas de l'intérêt et de l'importance de ces problèmes dits secondaires : libération sexuelle, libération de la femme, etc.

C'est pourquoi nous poursuivons le débat cette semaine. D'une part avec une réponse à la Tribune libre de Michèle Legendre (« TS » 558), d'autre part avec un article de Madeleine Estryn sur la façon dont il convient, selon elle, de mener la lutte idéologique.

Dans la stratégie d'unité populaire

« TS » a largement ouvert ses colonnes au débat sur l'avortement ; ce qui prouve que le parti est décidé à aborder de front le problème de la libération des femmes comme un problème fondamental de la révolution socialiste. Nous pensons que le moment est bien choisi pour ouvrir un large débat avec tous les militants du parti sur l'analyse politique du secteur femme, car même si certains points ont pu être tranchés lors de la tenue des assises (1), ils ne sont pas devenus en fait l'acquis de l'ensemble du parti.

Propagande ou travail patient

Deux ans d'expériences nous ont obligés à analyser le recul que certains groupes ont subi dans leur travail par une propagande trop agressive. Un bon exemple sont les deux tactiques différentes employées à l'hôpital Henri Mondor et leurs résultats respectifs : Le groupe femmes collecta l'an dernier tout un ensemble de faits précis relatant les différences entre travailleurs et travailleuses de l'hôpital ; le tract a été distribué à froid sans aucune raison précise et le groupe, rompant sans nécessité évidente un équilibre précaire dans les couples (2), la réaction de désapprobation a été très violente et nous en subissons encore aujourd'hui les conséquences.

A l'opposé, pendant la grève du printemps dernier un groupe

de femmes a posé en AG le problème de l'agrandissement de la crèche toujours remis. La première décision a été de refuser de payer le ticket de crèche pour ceux qui avaient une place ; mais une deuxième AG lança l'idée d'une crèche sauvage. Le délégué syndical proposa qu'à la fin de la réunion resteraient ceux qui étaient les plus décidés pour l'organisation matérielle de cette crèche ; or à la fin de l'AG il fut seul à se lever car tous se sentaient concernés.

Cette crèche organisée dans le hall devant le bureau du directeur fut un succès sans précédent. Quarante-deux enfants y furent amenés, et dans l'action les vieux schémas traditionnels d'éducation et de répartition des rôles furent remis en cause : des hommes et non uniquement des femmes garderont les enfants ; ce n'étaient pas uniquement les parents qui ont assuré les tâches matérielles mais chaque service s'organisait pour envoyer l'un des soignants, la créativité fut pour une fois encouragée, le lieu même de la crèche sauvage a été décoré par les enfants les plus grands, ce sont eux qui ont fait les panneaux expliquant la raison de cette action.

Dans les luttes

Les mentalités évoluent à partir de situations objectives et également de l'explication qui en est faite. Cette analyse se vérifie dans toutes les luttes actuelles.

Prenons le cas du trappeur Deram, à Draguignan.

Les ouvrières, dans les premiers jours de grève disaient : « Il faut des patrons pour commander, des ouvriers pour travailler ». Nos camarades du PSU, pourtant militants du Planning familial, n'auraient eu aucun impact sur ces femmes, avant la lutte, avec une action propagandiste. En revanche, ils sont eux-mêmes étonnés de la rapidité de la prise de conscience de ces femmes à travers la lutte. En effet les 2/3 sont immigrées et l'unité Français-immigrés s'est faite sans exceptions, alors que le racisme est dominant dans cette ville de fonctionnaires militaires.

Ces femmes ont compris qu'elles pouvaient faire les robes avec les tissus en stocks, sans la présence du patron et surtout elles ont pris conscience qu'elles étaient des travailleuses à part entière.

Presque toutes ont dû s'affronter à leur mari, à leur fiancé, ceux-ci trouvant que ce n'était pas la place des femmes d'occuper l'usine. Elles ont débattu ensemble de chaque cas et ont affirmé que c'était leur salaire, que ce n'était pas à leurs maris de prendre la décision pour elles.

A la croisée des chemins

En outre, à partir du Comité de Soutien créé, l'explication s'est faite, dans les quartiers et la campagne avoisinante de l'importance pour cette région déshéritée de ne pas accepter le dictat du patron.

Le patron qui avait repris l'usine après la faillite frauduleuse du patron précédent, ayant décidé de ne reprendre que douze des trente ouvrières, elles ont décidé, toutes unies, de reprendre l'occupation.

Autre exemple : cela fait des années que le mouvement pour la liberté de l'avortement développe sa propagande, mais il a fallu le procès de Marie-Claire pour que les masses se saisissent du problème.

Nous sommes à la croisée des chemins. Le choix entre deux pratiques doit être décidé par tout le parti.

Madeleine ESTRYN ■

(1) Compte rendu des assises : se procurer la directive n° 244, encore disponible rue Borromée.
(2) L'Assistance Publique est l'administration qui a le plus fort taux de divorce et de mères célibataires.

La sexualité n'est pas libre

La Tribune de Michèle Legendre est la négation du travail effectué par la commission femme du PSU, pense L. Pointet qui écrit :

« Pourquoi méconnaître la triste réalité quotidienne d'une sexualité atrophiée par métrou-boulot-dodo ou omo-boulot-marmot ? Si Michèle Legendre avait assisté à la commission « sexualité », elle y aurait appris que la sexualité de la femme a toujours été considérée, même par Freud, comme un complément de la sexualité de l'homme. C'est pourquoi, comme le chante Brassens : « 95 fois sur 100, la femme s'emmerde en baisant... »

La sexualité n'est pas libre. Toutes les formes de sexualité ont été bannies de notre vie sociale, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Elles ont été transformées par le capitalisme en publicité et en pornographie, à des fins commerciales.

Oui, elle y aurait aussi appris que la reproduction n'est qu'un élément de la sexualité. Qu'une femme veut pouvoir garder la libre disposition de son corps. Par quel moyen n'aura-t-elle pas d'enfants, avortement ou contraception ? Cela doit être son libre choix.

Pourquoi ne pas se faire stériliser ? Pour garder la liberté d'avoir un enfant, tant que cela est organiquement possible.

Mais hélas, la sexualité n'est pas libre ! A tel point que l'information sexuelle est une chose, et le désir d'utiliser cette information, autre chose.

Si elle avait assisté à la commission « avortement-contraception » elle y aurait appris que l'essentiel est de déculpabiliser et non de populariser des recettes de bonnes femmes.

Une information de taille

Oui la méthode d'avortement par aspiration (méthode Karman) est au point. Oui elle est si simple et si peu dangereuse qu'une femme pourrait se l'appliquer à elle-même et qu'en cinq minutes tout serait terminé !

N'est-ce pas une information de taille ! Susceptible de dédramatiser l'avortement qui, pour la

plupart des femmes reste l'équivalent de curetage (pardon révision...) avec hospitalisation, anesthésie et toutes ses séquelles.

Qu'est-ce qui compte le plus ? Avoir profité de la large écoute d'une émission de télévision pour annoncer cette nouvelle à toutes les auditrices, ou avoir employé certains termes risquant d'être mal interprétés ? Est-ce remettre à l'honneur l'aiguille à tricoter et donner un coup de main à l'obscurantisme ou diffuser une nouvelle qui doit être entendue, bien au-delà de l'article du « Nouvel Observateur » qui avait parlé de cette expérience ? (...)

le vrai débat

Le débat entre les groupes « femmes en lutte » et MLF ne se place heureusement pas sur le plan où Michèle Legendre le place, mais au niveau de la divergence entre deux solutions :

1. - Quelle que soit notre classe sociale, nous sommes toutes des femmes, c'est-à-dire des demi-citoyennes dans une société gouvernée, dirigée par les hommes à tous les niveaux.

Nous avons donc à revendiquer et acquérir notre égalité avec les hommes.

2. - L'oppression spécifique des femmes a des visages différents selon les classes sociales, elle est plus lourde dans les classes sociales les plus opprimées. Donc nous retrouvons dans les luttes de femmes l'ennemi principal, le capitalisme.

L'analyse de ces divergences est enrichissante, comme il est constructif de réfléchir au rôle oppressif que la société capitaliste fait jouer à l'homme quel que soit, par ailleurs, son niveau de conscience de classe.

Là, se situe le vrai débat pour des militants révolutionnaires.

Là, aurait dû se situer la réponse à Delphine Seyrig, pour autant que ce qu'elle a dit et écrit soit contraire à notre pensée.

La réponse écrite par Michèle Legendre pourrait faire croire à un procès d'intention, mais ne s'agit-il pas plutôt d'un manque de recherche ? Le seul coupable en est le poids idéologique de notre société. ■

L.P. ■

Qu'est-ce que l'Occident ?

QUELLE est l'originalité politique de l'Occident ? Et par là, quel est son avenir ? C'est à cette double question que Maurice Duverger tente de répondre dans son dernier livre (1).

Celui-ci bénéficie de l'habituelle clarté d'exposition de l'auteur. La description, certes universitaire, qu'il fait de la démocratie libérale et du système qui l'a remplacée depuis 1945, la technodémocratie, met la science politique à la portée de tous.

On ne trouvera donc pas dans ces pages une histoire du mouvement ouvrier : l'analyse se concentre bien plus sur l'évolution politique interne aux institutions bourgeoises qu'à « l'histoire de la lutte des classes ». Reste qu'en s'efforçant de dégager les traits communs de l'évolution des pays occidentaux, Maurice Duverger souligne un point que l'universalisme marxiste a toujours tendance à négliger : l'Occident a des traditions spécifiques. C'est la raison pour laquelle « tant que les régimes de l'URSS, de la Chine et des démocraties populaires resteront les seuls modèles de référence et que la théorie d'un socialisme adapté aux sociétés développées et libérales ne sera pas élaborée, le capitalisme gardera une forte position dans les nations avancées qui le pratiquent ». L'auteur invite donc à la création de modèles occidentaux du socialisme qui tiennent compte à la fois des traditions culturelles et du stade de développement économique de ces pays.

C'est l'occasion pour lui de rappeler quelques vérités premières et de remettre à leur juste place les idéalistes de tous poils qui savent si bien se cacher derrière une façade marxiste. Citons à cet égard quelques passages de la conclusion de M. Duverger :

organisations économiques, sociales et politiques. Leur disparition constituerait une régression : elle abaisserait le niveau d'existence, ramènerait la pénurie, renforcerait la violence et détruirait d'une autre façon les agréments de la vie. Le proudhomisme était déjà dépassé du temps de son auteur. Il l'est encore plus aujourd'hui. » Voilà pour les partisans du retour aux communautés primitives.

« Tout homme, tout groupe tend naturellement à faire prévaloir ses objectifs propres sur les objectifs globaux de la collectivité. La morale communautaire du socialisme atténuerait ce phénomène que le capitalisme exacerbe. On peut douter qu'elle le fasse disparaître entièrement. Le socialisme ne suffirait pas à « changer la vie ». Il permettrait de le faire. » Voilà pour ceux qui pensent qu'il suffit de pendre quelques bourgeois pour que le prolétariat unanime découvre l'harmonie du communisme.

Rien n'est simple dit Sempé. Pour Maurice Duverger, l'Occident n'est pas simple. Ce système est aujourd'hui confronté à une contradiction redoutable : d'un côté une réussite économique incontestable, de l'autre une dégradation rapide de la « qualité de la vie » ; cette réussite et cet échec étant tous deux conséquence d'un même mécanisme : le profit. Au-delà des slogans, quelle construction économique et politique est capable de faire progresser l'Occident sans lui faire perdre son identité ? Telle est la question que l'auteur pose dans son introduction et qui n'a pas reçu réponse dans le livre. Celui-ci apporte néanmoins un éclairage qui, pour être souvent social-démocrate, n'en est pas moins parfois stimulant.

Jacques GALLUS ■

« Le développement des forces productives exige de grandes

(1) Janus : Les deux faces de l'Occident. Fayard 30 F. En vente à la librairie TS.

une très belle histoire de névrose

LE DERNIER TANGO
A PARIS

Un film de Bernardo Bertolucci.

Si Marlon Brando avait connu plus tôt la margarine, il aurait été débarrassé d'un préjugé ridicule, et qui lui coûte cher. Il ne nous cache rien, en tout cas, de l'art et de la manière d'utiliser le beurre pour la cuisine érotique. Vous voilà prévenus : Bertolucci ne s'adresse pas aux enfants de cœur, et sa position préférée pour danser le tango n'est pas celle du missionnaire.

Alors, entre ceux qui se voilent la fesse et crient au scandale, et ceux qui s'enthousiasment devant ce qu'ils considèrent comme un hymne à l'amour « enfin libéré et retrouvant le secret de la pureté enfantine », etc., me voilà tout soudain bien embarrassé.

Et il me paraît à la réflexion tout aussi stupide de voir en Bertolucci un pornographe éhonté, échappé par on ne sait quel miracle aux ciseaux de la censure, que de considérer son film comme une nouvelle version, réaliste celle-là, de « Roméo et Juliette ».

Ce « Dernier tango » me paraît être en effet, et avant tout, l'histoire d'une névrose, et d'un échec.

échapper à son identité

Le hasard met en présence, dans un appartement vide, deux êtres dont l'un a trop vécu, et l'autre pas assez. En l'espace de quelques jours et au fil de nombreuses galipettes, l'homme mûr va tenter de se servir de la jouvencelle pour oublier son passé, pour échapper à son identité.

Car — et c'est de là que provient le malaise, et c'est à cause de cela qu'on ne peut voir dans ce film « l'hymne à l'amour », etc. — c'est l'homme, et lui seul, qui fixe les règles du jeu et les impose à sa partenaire, consentante certes, mais manipulée, avec des allures de lapin fasciné par le cobra qui va le manger.

Ces règles édictées par l'homme (plus de passé, plus de nom ni de prénom, une tentative même d'abolir jusqu'au langage humain), c'est d'avoir voulu à la fin les changer qui le perdra. L'expérience a échoué : le dialogue des corps seuls,

des seuls épidermes ne peut pas durer bien longtemps. L'obligation de se débarrasser s'impose à lui qui, faute de ne l'avoir pas réalisé dès le début, y perdra sa vie. Car la minette, à ce moment-là, ne joue plus : cela risquerait de trop bouleverser l'ordonnance de sa petite existence bourgeoise, et après tout « cet homme-là, je ne sais même pas comment il s'appelle »...

superbe

Voilà pour l'intrigue, qui justifie pleinement le réalisme fort osé de l'ensemble et suffit à démolir le procès de pornographie que certains moralistes voudraient instruire contre Bertolucci.

Reste un film superbe, une remarquable direction d'acteurs, une utilisation extraordinaire des couleurs.

Mais on ne nous fera pas prendre les vessies pour des lanternes, ni cette très belle histoire de névrose pour le nec plus ultra d'une sexualité d'êtres libres.

Yves LARROUY ■

TEP

Tél. 636.79.09
17, rue Malte-Brun, 20^e

MARTIN LUTHER
ET THOMAS MUNZER
ou les débuts de la comptabilité
de Dieter Forte

LORCA assassiné une nouvelle fois

QUE des membres du personnel de l'Unesco (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) organisent, en tant que membres de son association professionnelle, une soirée en hommage du grand poète espagnol Federico Garcia Lorca ; qu'ils y invitent à participer quelques-uns des plus importants spécialistes de son œuvre et de sa biographie — Marcelle Auclair, Ian Gibson, Marie Laffranque, Claude Couffon, Maurice Ohana — ou des grands écrivains de langue espagnole comme Alejo Carpentier ou Julio Cortazar ; que, le jour même de la soirée (14 décembre), les organisateurs espagnols soient menacés d'être expulsés de l'Unesco si à la réunion on disait des choses qui ne seraient pas agréables aux oreilles du gouvernement espagnol, représenté par son ambassadeur à l'Unesco, M. Emilio Garrigues, qui ne voulait pas, en particulier qu'on parle de la mort tragique du poète espagnol, assassiné voici 36 ans par les autorités franquistes de Grenade ; que les autorités de l'Organisation internationale aient accepté les pressions de l'ambassadeur du général Fran-

co pour essayer d'étouffer le libre hommage rendu à l'un des plus grands artistes de notre siècle et soient même arrivées jusqu'à appeler la police française (deux cars de CRS stationnaient pendant la soirée devant les deux grandes portes du Palais de l'Unesco, place de Fontenoy) sans doute pensant que les admirateurs du tendre poète assassiné ne pouvaient être que des dangereux anarchistes ou des gauchistes lanceurs de pétards ; que, étant donné les pressions de l'ambassadeur espagnol, qui fut présent pendant toute la séance, surveillant ceux qui auraient pu oser braver son interdit, les « lorsquistes » invités à parler se soient récusés et ne soient pas venus à la soirée ; que, après une première partie musicale, la réunion se soit finie en catastrophe, au milieu du silence général, dans une ambiance de contrainte et de suspicion... Voilà qui est incroyable, mais qui est réellement arrivé le soir du 14 décembre dans la grande salle de conférences de l'Unesco, place de Fontenoy. Ne vient-on pas d'assassiner une seconde fois Garcia Lorca, mais cette fois, oh ! ironie, au palais de la culture mondiale ? ■

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

N° 16 : Les travailleurs émigrés	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N° 18-19 : La hiérarchie des salaires	2,00
N° 20-21 : Le capitalisme contemporain	2,00
N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire international	2,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N° 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	3,00
N° 34-35 : Eléments d'analyse des classes sociales	2,00
N° 35-36-37 : Le PSU analyse l'accord entre le PCF et le PS pour un programme commun de gouvernement	3,00
N° 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50

Abonnement, 20 numéros : 15 F
à TRIBUNE SOCIALISTE
75015 PARIS

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

un régime finissant

La Bérésina. On avait rarement vu ça, une telle incurie, une telle déliquescence. Une majorité affolée, engluée depuis des mois dans les scandales en tout genre. Un gouvernement impuissant. Un Premier ministre inexistant. Un Président de la République visiblement dépassé par les événements.

L'image de ce régime finissant, pourrissant dans un climat de ralbol généralisé.

Il faut remonter aux plus beaux jours de la IV^e République pour retrouver cette impression d'une telle débâcle, d'une telle crise de confiance, d'autorité, de crédibilité. Un tel sentiment populaire de mépris et de colère envers « les princes qui nous gouvernent », ou plutôt qui règnent, mais ne gouvernent plus rien...

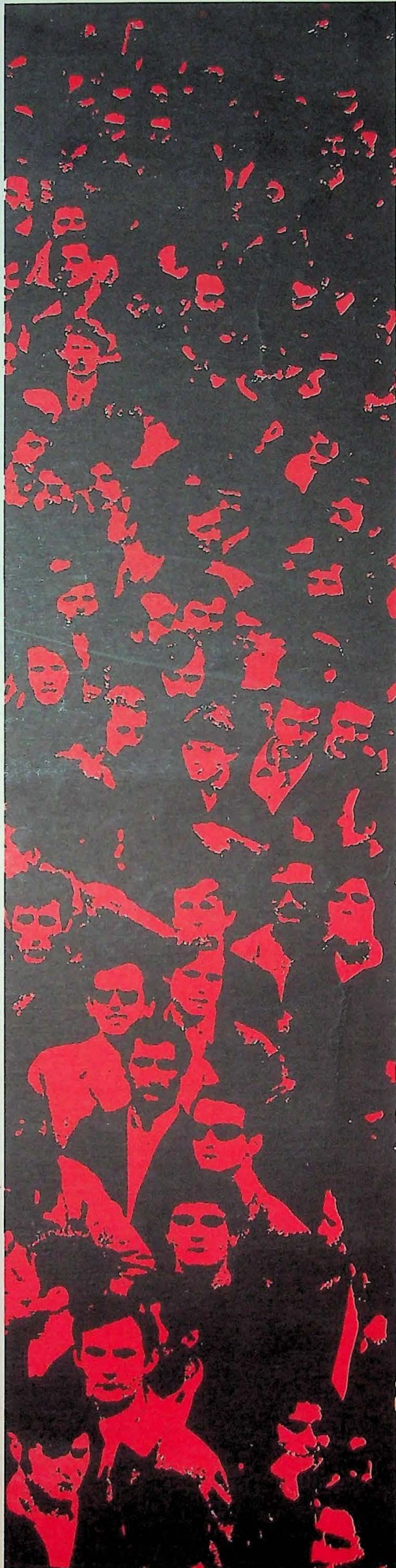
dans deux mois, les élections

Et dans ce climat, voilà qu'on nous appelle aux urnes. C'est un rendez-vous important que celui du 4 mars 1973 ! Malgré les trucages, les tricheries, les découpages électoraux sur mesure, les voix des morts de la Réunion ou les urnes bourrées de Djibouti ; malgré la télé aux ordres, les radios à la botte, les journaux asservis ; malgré le SAC et les CDR, malgré l'alliance du fric et de l'ordre moral, voilà que devient possible l'impensable, tant la coupe est pleine : une victoire électorale de la gauche n'est plus à exclure...

une victoire pour quoi faire ?

Cette victoire en elle-même serait ressentie, à juste titre, comme un grand événement par le peuple de France. Mais quelle serait au juste sa portée, quels en seraient les fruits ?

La crise de ce régime est bien réelle, bien palpable. Mais elle ne cache pas cette autre crise, plus profonde, tout aussi réelle et palpable, qui est celle de la société où nous vivons : la course au profit de quelques-uns par l'exploitation du plus grand nombre, les cadences de travail de plus en plus élevées, le coût de la vie qui grimpe plus vite que les salaires, la vie intenable dans les grands ensembles, la laideur des villes livrées aux requins



de l'immobilier, les campagnes désertées ou saccagées, la loi de la jungle qui écrase les malades, les faibles, les pauvres, les vieux, le temps volé à l'amour, au plaisir, au loisir, à la fête, à la vie...

Elle porte un nom, cette société-là : c'est la société capitaliste. Et il ne suffira pas de changer de régime pour l'abattre. Il ne suffira pas de remplacer un gouvernement de droite par un gouvernement de gauche. De nationaliser quelques entreprises, d'accorder quelques avantages sociaux, de construire quelques HLM de plus, de réduire un peu les cadences, d'augmenter un peu les congés : tout cela est beau et bon, certes.

Mais tout cela ne suffit pas à répondre à la vraie question...

comment changer la vie ?

Comment la renverser, cette société capitaliste ? Comment le détruire, l'ordre bourgeois ? En un mot, comment la changer, cette vie qui n'est plus tenable ?

Ce sont ces questions-là, qu'il pense être les vraies questions, que veut poser le PSU.

C'est à ces questions-là qu'il apporte un commencement de réponse dans son « manifeste » qui vient de paraître, et dont le titre dit assez l'objectif : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain. »

C'est à ces questions-là qu'il se réfère quand il résume son projet par la formule de « socialisme autogestionnaire », un socialisme de la dignité, de la responsabilité, de la liberté. Et c'est parce qu'il souhaite vous en dire plus, et vous expliquer tout ça un peu en détail, qu'il vous convie à son grand meeting de rentrée .

**10 janvier
20 h. 30
Mutualité**